Numéro 784 Prix : 5,8 euro **mars 2014**

La Révolution Prolétarienne

L'INSTANT DECISIF DE LA REVOLUTION EST PERMANENT
Siegfried Kracauer (1889-1966)

REVUE FONDEE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Collaborateurs depuis la création

Alfred Rosmer ; Robert Louzon
Maurice Chambelland; Robert Debré
Ferdinand Charbit
Roger Hagnauer ; Simone Weil
Gaston Ferdière
Albert Camus ; Jean-Paul Finidori
Simon Rubak ; Raymond Guilloré
Gilbert Walusinski ; Marcel Martinet
Jean-Daniel Martinet ; Roger Lapeyre
Jean et Josette Cornec
Jacques Reclus ; Nicolas Faucier
Jacques Gallienne ; Robert Debré
Jean-Louis Bureau ; Roger Bossière
Georges Lamizet ; Félix Franc
Marc Rosentaub
Jean Cornec ; Jacques Ruffié
Albert Memmi
Pierre Aubery
Paul Heutching
Jacques Faure
Daniel Béresniak
Jacques Simon
Laurent Préziosi ; Pierre Roubin
François Lonchampt
Rolland Hénault
Pierre Ajavon ; Alain Tizon
Jacques Demorgon
Jean-Kely Paulhan
Gabriel Fontenoy ; Pierre Verhas
David Ball

La Révolution Prolétarienne
Directeur Jean MOREAU
Siège social :
26, rue des Rosiers, 75004 PARIS
Tel : 01 48 87 59 80
Editée par :
Les Amis de la Révolution Prolétarienne
Trimestriel. Abonnement : 23 euros
CCP : 8044 64 Y Paris

Commission paritaire n° 0316G87832

Une humanité qui existe à peine...

L'actualité est riche. La défaite annoncée des socialistes aux municipales ne surprend personne, sauf le Président de la République.
L'appel de la Confédération européenne des syndicats (CGT, CFDT, FSU, UNSA)[1] interpelle responsables économiques et politiques pour que soient favorisé l'emploi, développé le pouvoir d'achat, mise en place une fiscalité plus juste et que s'engage notre pays en faveur d'un plan européen pour l'investissement. Le regretté historien Jacques Le Goff était plus clair quand il pensait à la nécessité d'une Europe politique, « parce que la politique, malgré tout, conditionne l'Histoire ».
On peut craindre que le social-libéralisme triomphe toujours et que perdure le refus pathologique des Etats-Unis et de l'Occident, de considérer les autres continents dans le seul but de les dominer. Cela ne date pas d'hier mais nourrit toujours racisme et xénophobie.
Jean-Luc Einaudi, éducateur à la Protection de la Jeunesse et admirable « historien du dimanche », dans *La Bataille de Paris*, dénonçait la disparition occultée de 150 Algériens, le 17 octobre 1961[2].
Vingt ans après, même déni de réalité de l'actuel pouvoir pour le génocide rwandais. L'Opération Turquoise[3] n'aurait été qu'une intervention humanitaire : le révisionnisme, en la matière, n'est pas absent d'une certaine presse pour proposer une grille de lecture néocolonialiste.
« L'Humanité n'existe point ou existe à peine – écrivait déjà Jean Jaurès. *A l'intérieur de chaque nation, elle est compromise et comme brisée par l'antagonisme des classes et par l'inévitable lutte de l'oligarchie capitaliste et du prolétariat. »* A la différence qu'aujourd'hui la première est financière et communicationnelle, le second atomisé et conditionné par la peur et la servitude volontaire, voire par la haine à l'égard de ses frères différents.
Enfin, n'oublions pas que notre *RP* espère vivement qu'avant le 15 mai, se manifestera une candidature à la succession de son directeur.

Jean MOREAU

[1] La CGT-FO est absente.
[2] Jean-Luc Einaudi, ce faisant, conjuguait Mémoire et Histoire, la première devenant une source d'informations pour dénoncer l'Histoire officielle.
[3] Cplt. L'article de Fabrice Denjoy, consacré naguère à celle-ci dans la *RP*.

Comment l'identité s'adapte et change au cœur du système immunitaire ?

C'est une tradition à la *RP* que des philosophes ou des scientifiques participent à sa rédaction. Qu'on se rappelle Robert Debré, Marcel Martinet, Simone Weil, Jacques Ruffié, Daniel Béresniak, Albert Memmi… Le socialisme – disait-on naguère – est l'alliance de la Pensée et de l'Action, de l'intellectuel et du salarié. Nous entendons bien la continuer. C'est pourquoi nous remercions chaleureusement notre ami Jacques Demorgon. (J. M.)

Dans le précédent numéro de la Révolution prolétarienne, nous avons vu que le « racisme », relevait largement de la persistance d'une pauvreté de notre culture concernant la riche diversité du réel, singulièrement au plan humain. L'une des dimensions de cette riche diversité est sa capacité d'adaptation déjà naturelle. Voyons-la, ici, au cœur de la complexité biologique du système immunitaire. Cela concerne la maternité, les greffes d'organe, les faits de symbiose…

Une conclusion : aujourd'hui, l'immunologiste Carosella et le philosophe Pradeu, ensemble, ne nous attribuent pas une identité mais cinq en évolution interactive. Il est vrai, le « raciste » n'en a cure, délivré qu'il est du souci d'en savoir plus. Pour lui, sa supériorité, unique et définitive, est la base qui résout tout !

1. Tolérance et intolérance. Science et idéologie

Les questions posées par le système immunitaire concernent directement nos conceptions de l'identité. Traditionnellement, nous pensons le système immunitaire de façon très simplifiée, très rigide. Les concepts en présence sont ceux du « soi » et du « non-soi ». Le soi (nous, notre corps) est sommairement défini comme ce qui rejette le non-soi (le corps « étranger », l'autre, les autres). L'ouverture est posée comme impossible à partir de cette fermeture.

Cette conception est apparue comme justifiée à travers le thème du rejet des greffes d'organes. De ce fait, le grand public a l'impression que l'identité n'est pas seulement unique mais exclusive. Le rejet des greffes devient le modèle en quelque sorte biologique qui met en évidence l'intolérance comme étant naturelle.

Ces utilisations d'une science mal comprise sont fréquentes au service d'une idéologie générale des identités comme nécessairement opposées, incompatibles. Or, des recherches étendues et approfondies, plus sérieuses, montrent que, là encore, l'idéologie de l'intolérance est bien mal venue. Certes, l'identité peut être pensée, et même doit être pensée, dans sa séparation à condition d'être en même temps pensée dans ses possibilités de reliance et de transformation adaptative.

2. Le système immunitaire s'adapte aux évolutions du « soi » et du « non-soi »

C'est bien dans cet esprit que travaillent aujourd'hui les immunologistes praticiens et théoriciens. Ainsi, d'Edgardo Carosella et de Thomas Pradeu (2010). Les conceptions les plus récentes du système immunitaire l'ont considérablement assoupli en soulignant ses riches capacités d'adaptation. On parle d'une *autoréactivité normale* du système immunitaire.

D'abord, il n'est pas inerte à l'égard du soi. Soi et système immunitaire ne sont pas déterminés totalement une fois pour toutes. Ils ne sont pas séparables. Ils doivent se reconnaître et continuer à le faire. Le système immunitaire, en douceur et en continu, se familiarise avec les constituants du soi, faute de quoi, il pourrait en venir à méconnaître le soi et à lui nuire.

Ensuite, le système immunitaire n'est pas sommairement tourné contre le « non-soi ». Il n'attaque pas nombre de cellules faisant manifestement partie du « non-soi ». C'est le cas des situations de symbioses comme avec les innombrables bactéries qui vivent à la surface des muqueuses (intestins, poumons). Agents de défense bien connus du système immunitaire, les cellules N.K., au nom impressionnant (*Natural Killers*), sont étudiées depuis des années singulièrement par Eric Vivier (2013) qui s'est longtemps étonné de leurs manifestations contradictoires. Avec son équipe, il découvre que « les cellules N.K. ne tuent pas aussi naturellement qu'on le pensait initialement. » Déjà, elles ont besoin d'être préparées, ensuite d'être amorcées et, quand elles sont en action, elles peuvent être arrêtées. En ce sens, elles sont bien dépendantes des évolutions de leurs environnements de soi et de non soi. Leur action est également inséparable de la durée des phénomènes. Du seul fait qu'elle se prolonge, une action induit son ralentissement ou son arrêt.

3. Système immunitaire et tolérance de la reproduction

S'il existe un domaine dans lequel la relation du soi et du non-soi ne doit pas donner lieu à des phénomènes d'opposition identitaire et de rejet, c'est bien celui de la reproduction. L'organisme maternel et son fœtus constituent bien évidemment deux organismes d'identités différentes. Si le « soi » de la mère devait rejeter le « non-soi » du fœtus, la reproduction serait impossible.

Il y a donc nécessité impérative à ce que le fœtus ne soit pas reconnu comme purement et simplement étranger. Cependant, la protection immunitaire maternelle ne peut pas non plus s'arrêter du fait qu'il y a grossesse. Il faut que puisse intervenir un processus spécifique qui, en situation locale, inhibe le fonctionnement du rejet immunitaire à l'égard du fœtus. L'observateur ordinaire peut s'étonner de voir les immunologistes considérer que le fœtus représente une « greffe semi-allogénique » c'est-à-dire une greffe d'un organisme « semi-étranger ». En fait, l'embryon qui relève du non soi doit être pourtant toléré. Les cellules N.K., abondamment présentes également dans la *decidua* (muqueuse utérine), qui restent adaptées à leur tâche éliminatrice, doivent être empêchées d'attaquer les cellules fœtales (Créput, e.a. 2013).

Un traitement spécifique est nécessaire : il relève de l'action inhibitrice de « HLA-G », une molécule, justement nommée « non classique ». HLA-G inhibe les fonctions immunitaires maternelles en agissant sur les cellules N.K. Le déficit d'intervention de la molécule HLA-G a été impliqué dans diverses pathologies de la grossesse y compris dans des fausses couches spontanées. Dans ces cas, la perte de la tolérance fœto-maternelle est liée à la perte d'action de la molécule HLA-G.

La grossesse est un cas exemplaire de coexistence nécessaire entre deux identités et, d'ailleurs, ces deux identités vont rester, dans une certaine mesure, définitivement marquées par leur période de coexistence. Ainsi, on a pu constater que les cellules échangées lors de la grossesse entre l'organisme maternel et le fœtus, certes peu nombreuses (une cellule maternelle pour 1000 cellules de l'organisme reproduit), peuvent persister fort longtemps. Jusqu'à vingt-sept ans après l'accouchement, on a pu retrouver, chez la mère, des cellules de l'enfant non rejetées. De même dans le cas d'une grossesse de jumeaux, on trouve chez chacun des enfants des cellules de son frère ou de sa sœur.

Autrement dit, « croire aujourd'hui *que je suis purement mon soi* est biologiquement incorrect, puisque le soi de l'autre, même en petites quantités, est au cœur de mon soi ». Encore plus étonnant : des cellules du système immunitaire peuvent échanger des fragments de leurs membranes avec les membranes de cellules étrangères. Cela en raison d'une simple proximité de contact, d'où le nom du phénomène, la *« trogocytose »* (du grec *trogo* : ronger, grignoter). C'est ainsi de plus d'une façon qu'interfèrent l'autre et le soi.

4. Tolérance des greffes d'organes, problématique du cancer

L'action de la molécule HLA-G est tout aussi présente lors d'une transplantation d'organe. La démonstration en a été faite lors de transplantations hépatorénales et cardiaques. La molécule immuno-régulatrice HLA-G intervient dans « la diminution significative du nombre d'épisodes de rejets aigus et dans l'absence de rejets chroniques ». Carosella souligne la complexité du phénomène. Le rejet n'est pas évitable si la manifestation du corps étranger est d'emblée trop puissante. Pour qu'il ait une chance d'être évité il faut que, pas seulement une, mais plusieurs dimensions du système immunitaire soient alertées ; il faut qu'il y ait réception de plusieurs signaux de stress ou d'inflammation et que plusieurs niveaux d'activation soient impliqués. Dans l'état actuel des études, il semble que, lors de certaines situations complexes, la molécule HLA-G peut aussi jouer un rôle négatif en permettant à la tumeur cancéreuse d'échapper à la surveillance immunitaire.

5. Les cinq sortes d'identité

Sur la base de ces études, même s'il trouve cela beaucoup trop schématique encore, Carosella tente de différencier cinq types de soi ou d'identité.

1 – « Le *soi de défense* ou l'*identité* de *défense* ». Il y a stricte identification du non-soi. Bien que cela se fasse assez vite, peu après la naissance, cette identité est cependant construite à partir de l'environnement. Les immunologistes la nomment parfois « *l'identité peptidique* ». Les lymphocytes circulants sont tolérants à leurs CMH, « complexe majeur d'histocompatibilité », présentant un peptide du soi. » Les CMH, différents d'un individu à l'autre, servent de « carte d'identité » immunitaire.
La relative rigidité de cette identité, première, est ensuite soumise à tout un ensemble de contrôles adaptatifs qui la régule. Le phénomène, d'une grande complexité, se manifeste déjà dans la pluralité des lymphocytes T qui comprend au moins les « T régulateurs naturels » et les « T régulateurs induits ou adaptatifs « dont les modes d'activation sont soumis à un grand nombre de conditions.

2 – « Le *soi individuel* ou *l'identité comme singularité* ». L'évolution a conduit d'une reproduction

par scissiparité, répétitive, à une reproduction par sexualité indéfiniment différenciatrice. Celle-ci conjoint, au hasard mais de façon proportionnée, des données de tout le lot génétique ancestral. A cette singularité innée, s'ajoute la singularité acquise tout au long de la vie. Sexualité plus expérience produisent particularisations, généralisations, et finalement singularisations. Elles sont ainsi de véritables « machines » à fabriquer la diversité, nécessaire pour s'adapter à la diversité des environnements changeants.

3 – « Le *soi de l'espèce* ou *l'identité élargie* ». Elle correspond aux nécessités de la reproduction, à la possibilité de développer la grossesse, reliant individu et conservation de l'espèce. « L'espèce produit l'individu et l'individu reproduit l'espèce ». Individuel et collectif sont ainsi originellement liés.

4 – «Le *soi emprunté* ou *l'identité temporaire*». Il s'agit d'une « appropriation » du non-soi mais seulement pour un temps limité.

5 – « Le *soi adopté* ou l'*identité redéfinie* ». Comme c'est le cas pour une greffe d'organe bien tolérée.

Au cœur de notre constitution biologique, notre identité n'est jamais un fait sommaire, simpliste, définitivement arrêté. Pas d'identité qui serait purement séparée, unique, exclusive, intangible. La vie serait impossible, n'existerait même pas, si l'identité d'un être ne pouvait pas s'adapter aux changements des situations.

Certes, il n'y aurait pas non plus d'être singulier qui perdure si des changements l'atteignaient sans cesse. Le réel est riche de cette ambivalence. La nécessaire et subtile « fermeture, ouverture » au monde, aux autres, à soi-même, requiert que soit possible une intérité avec « l'Autre » où notre identité et la sienne (altérité !) puissent composer stabilités et changements éprouvés et voulus.

Ce sont les conditions de possibilité d'une humanisation partagée. Elles sont toujours données mais jamais automatiques. Le raciste peut prétendre qu'il n'a aucune intérité possible avec des humains dont il se sent irréductiblement séparé. Les racistes se dotent eux-mêmes d'un « système immunitaire » – mental et pratique – séparateur et tueur. Ainsi, métaphoriquement, le système immunitaire biologique, réel, lui, est déjà plus naturel et plus « humain » que les « racistes ».

Jacques DEMORGON

***

Bibliographie

Carosella E., Pradeu Th., 2010, *L'identité, la part de l'autre. Immunologie et philosophie.* Paris : O. Jacob.

Créput C., e. a., 2003, HLA-G : une molécule immunorégulatrice impliquée dans l'acceptation d'organes, Paris, CHU. Kremlin Bicêtre, Hôpital St-Louis.

Demorgon J., 2010, *Déjouer l'inhumain*, Paris, Economica.

Demorgon J., 2005, *Critique de l'interculturel*, Paris, Economica.

Vivier E., e. a., oct. 2013, « Une théorie du fonctionnement du système immunitaire, alternative à celle… du soi et du non-soi ». *Nature Reviews Immunology.*

****

Au fil des lectures

La fin du village (une histoire française), par Jean-Pierre Le Goff, Gallimard, 2012, 578 p.

Soixante ans après l'Anglo-saxon Laurence Wylie qui s'était intéressé à un village du Vaucluse, le sociologue français décrit un autre village du même département à l'heure de la mondialisation après l'avoir fréquenté durant plus de trois décennies.

Si le premier considérait le village comme une sorte d'invariant du mode de vie dans la France méridionale, le second insiste au contraire sur les bouleversements qu'il a connus récemment. Ainsi sa population a oscillé entre 2 000 et 2 500 habitants, de la fin du XVIIIe siècle jusqu'aux années 1970 ; elle en compte désormais plus de 4 000. De communauté organisée autour d'activités traditionnelles (agriculture, vannerie), il est devenu « un bout de banlieue d'Aix-en-Provence ». La télévision et l'automobile ont marqué la fin d'une société fondée sur « le plaisir de la parole directement échangée ». Avec la fin de l'ancien village, la culture est devenue « un substitut dérisoire aux anciennes activités » et les rares habitants ayant connu l'ancien mode de sociabilité se considèrent au mieux comme les témoins pittoresques d'un temps révolu.

Malgré le grand intérêt de ce livre, on ne suivra toutefois pas l'auteur quand il confond sous le même terme de « soixante-huitards » ceux qui voulurent réellement changer la vie après mai 1968 et ceux qui surent trop bien s'adapter aux transformations du « nouvel esprit du capitalisme » pour y grappiller quelques miettes de pouvoir.

Simon CHARLIER

Tant qu'un homme pourra mourir de faim à la porte d'un palais où tout regorge, il n'y aura rien de stable dans les institutions humaines

Eugène VARLIN

L'Europe : instrument d'oppression des peuples ?

L'Europe fait désormais partie de notre quotidien, mais un quotidien associé à la plus grave crise du capitalisme depuis les années 1930. Pourtant, elle fut une belle idée au départ. L'Etat-nation, structure politique issue des Lumières, est en pleine déliquescence. Il est soumis à la fois aux forces centripètes des nationalismes et aux forces centrifuges de la mondialisation néolibérale.

La belle idée de l'Europe est née pendant la dernière guerre. Des militants antifascistes en furent les inspirateurs. Alors que la guerre n'était pas terminée, ils appelèrent à la constitution d'une Europe fédérale qui supplanterait l'Etat-nation qu'ils considéraient comme étant une des principales causes des abominables conflits qui ensanglantèrent l'Europe.

Le fédéralisme européen : une idée de libération

Les Fédéralistes européens ont fondé leur mouvement à Milan en août 1943. Ils considèrent que le responsable de la guerre est l'Etat-nation. L'initiateur en fut Altiero Spinelli, ancien militant communiste italien, condamné par les fascistes en 1927 à 10 ans de prison, puis à 6 ans d'isolement.

En juin 1941, Spinelli et Ernesto Rossi rédigent un *« Manifeste pour une Europe libre et unie »*, connu sous le nom de « Manifeste de Ventotene ». Ce Manifeste indique que la priorité stratégique pour les progressistes doit être la lutte pour la constitution d'une fédération européenne en lieu et place de l'État-nation.

Le Manifeste circulera clandestinement dans la Résistance italienne et sera adopté comme programme du Mouvement fédéraliste européen fondé les 27-28 août 1943 à Milan. En mars 1945, à Paris, sous la présidence d'Albert Camus et avec la participation d'Altiero Spinelli, il y eut la première réunion à l'échelle européenne du Mouvement fédéraliste européen.

Spinelli et plusieurs autres dirigeants de ce mouvement jouèrent un rôle important dans les institutions européennes. Spinelli aida le Premier ministre italien démocrate-chrétien de Gasperi à rédiger le Traité de Rome. Il fut commissaire européen de 1970 à 1976. Il fut membre du Parlement européen dès 1976 et après son élection au suffrage universel en 1979 jusqu'à sa mort en 1986. Il participa à la rédaction d'un nouveau traité européen en 1984.

Les fédéralistes européens se sont divisés dès la fondation de la CEE entre une aile *« institutionnaliste »* qui concevait le fédéralisme comme une méthode de construction politique et institutionnelle, et une aile *« radicale »* qui voyait dans le fédéralisme un nouveau modèle social débarrassé des oripeaux du nationalisme.

Bien que largement soutenus par les institutions européennes, les fédéralistes européens ont eu relativement peu d'influence sur l'évolution de la construction européenne. Par exemple, ils n'ont pas réussi à empêcher l'intergouvernementalité qu'ils considèrent comme une addition des nationalismes, chaque Etat-membre gardant un droit de veto.

Encore aujourd'hui, les deux fédéralistes européens les plus connus, l'écologiste franco-allemand Daniel Cohn Bendit et le libéral et ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt plaident pour la construction d'une Europe fédérale par un Parlement européen se transformant en assemblée constituante en 2014, comme seule solution à la crise politique européenne. Peu de chances, cependant : l'ancien leader soixante-huitard va prendre ses invalides et Guy Verhofstadt, bien que candidat président de la Commission européenne, ne disposera plus du poids politique qu'il avait comme président du groupe libéral au Parlement européen. Il sera sans doute mis sur le côté par l'aile droite des libéraux européens.

Enfin, l'idée de fédération européenne bien que prônée par les institutions européennes comme une pensée unique – ce qui en fait l'ambiguïté – n'est guère populaire, loin s'en faut !

La réalité est toute différente. Ce qu'on appelle la construction européenne a commencé en 1951. A l'époque, les défenseurs d'une Europe politique, c'est-à-dire une Fédération déléguant des pouvoirs des Etats mis en commun à une autorité supranationale désignée démocratiquement et contrôlée par un Parlement élu au suffrage universel, disaient : On débute par une union économique – le projet Schuman, ancien ministre de Pétain, et Monnet, exportateur de cognac – qui ouvrirait la voie à une union politique. Le Parlement élu au suffrage universel en sera la constituante. Quelle illusion !

En définitive, la construction européenne relève d'une supercherie : l'objectif n'a jamais été politique. Il se serait heurté aux grands intérêts multinationaux, la droite de l'époque et les communistes s'y seraient farouchement opposés. Ce fut Pierre Mendès France qui eut l'analyse la plus juste en 1957 à la suite de la signature du Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne appelée aussi « marché commun » à l'époque et qui est à l'origine de l'actuelle Union européenne.

« Le projet de marché commun tel qu'il nous est présenté est basé sur le libéralisme classique du XXe siècle selon lequel la concur-

rence pure et simple règle tous les problèmes. L'abdication d'une démocratie peut prendre deux formes, soit elle recourt à une dictature interne par la remise de tous les pouvoirs à un homme providentiel, soit à la délégation de ses pouvoirs à une autorité extérieure, laquelle au nom de la technique exercera en réalité la puissance politique, car au nom d'une saine économie on en vient aisément à dicter une politique monétaire, budgétaire, sociale, finalement une politique au sens le plus large du mot, nationale et internationale. »

C'est exactement ce qu'il se passe aujourd'hui ! Et c'est là toute l'ambiguïté de l'idée européenne. Une construction politique sensée rapprocher les peuples est en fait l'élaboration d'un espace capitaliste destiné à s'étendre le plus loin possible.

Deux conceptions opposées de la construction européenne

L'une des ailes du bâtiment principal du Parlement européen à Bruxelles, mieux connu sous le nom de *« Caprice des dieux »* (à cause de la forme du bâtiment qui évoque celle de la boîte de cette marque de fromage) est appelée Altiero Spinelli, l'autre aile étant baptisée Paul-Henri Spaak. C'est symbolique des deux conceptions opposées de la construction européenne : l'idée fédérale progressiste qui voit dans le fédéralisme européen le moyen de construire une société plus libre et plus juste, incarnée par Spinelli, face à l'Europe économique, capitaliste, se servant de la supranationalité pour imposer les canons de l'ultralibéralisme et qui cherche à faire de l'Europe une vaste zone de libre-échange accolée aux Etats-Unis, au plus grand bénéfice des multinationales, dont Spaak, ancien ministre social-démocrate belge, fut un des plus zélés serviteurs.

Il est de bon ton de s'affirmer «fédéraliste» face aux «eurosceptique». Cela, c'est pour la galerie ! Un Barroso, un De Gucht, une Neellie Kroes *« fédéralistes »* ? A mourir de rire !

Durant ses huit années de présidence de la Commission européenne, Jose Manuel Barroso n'a cessé de s'opposer à toute avancée politique de l'Union européenne, à toute velléité d'autonomie par rapport aux Etats-Unis et à son bras militaire, l'OTAN. La Néerlandaise Neellie Kroes qui fut commissaire européen à la concurrence est fortement critiquée, notamment au Parlement européen, pour être membre de 43 – excusez du peu – conseils d'administration de grandes entreprises et faire partie de 12 «boards» de grosses boîtes européennes. Elle a en outre défrayé la chronique pour ses fréquentations avec des hommes d'affaires sulfureux. On la surnomme *« Nickel Neellie »* en référence à *« Iron lady »* pour Margaret Thatcher, car elle a privatisé les PTT hollandais. Le Belge Karel De Gucht, libéral également, commissaire au Commerce extérieur, mêlé à des affaires de fraude fiscale, est opposé à l'exception culturelle ne cache pas sa volonté de faire aboutir à la hussarde les négociations du traité de libre-échange avec les USA. Et on pourrait multiplier les exemples sur la composition de cette Commission qui est la plus conservatrice de l'histoire des institutions européennes. Le seul socialiste du groupe est bien isolé : le Hongrois Laszlo Andor chargé des Affaires sociales et – il faut lui rendre hommage – qui tente avec ténacité, mais sans trop d'illusions, d'insuffler une dimension sociale à cette Europe du capital.

Déclin de la démocratie formelle

L'évolution institutionnelle de l'Union européenne est aussi symptomatique du déclin progressif de la démocratie formelle.

Comme l'a rappelé Pierre Mendès-France (voir plus haut), la concurrence ne peut être la garantie d'une construction démocratique. Aussi, plusieurs Etats-membres ont freiné la construction européenne voyant d'un mauvais œil des transferts de souveraineté vers une autorité supranationale. De plus, les milieux progressistes se méfiaient de cette « Europe du marché commun » qui ne faisait qu'accroître l'emprise du capitalisme sur les sociétés européenne au détriment des conquêtes sociales.

Un homme comprit avant tout le monde l'importance de l'évolution européenne vers une forme de capitalisme absolu, tout en souhaitant une union politique européenne forte : Georges Debunne. Il était le président de la FGTB (le syndicat socialiste belge). Il fut le fondateur en 1973 de la Confédération européenne des syndicats (CES) qu'il présida en 1983. Debunne, forgeron de la concertation sociale, estimait que le travail avait son mot à dire dans la construction européenne. Il accrut considérablement l'influence de la CES au sein des institutions européennes, mais le rapport de forces était trop déséquilibré pour infléchir l'orientation générale de l'Europe « libérale ».

Il y eut un réel changement après la crise pétrolière. Sous l'influence de la Commission Delors, la Communauté européenne s'orienta résolument vers le *« tout marché »* par l'Acte unique de 1986 qui fut la première réforme importante du Traité de Rome. Il instaura un marché unique sur l'ensemble du territoire européen, en transformant la CEE en une vaste zone de libre-échange. Cet Acte comportait de nouveaux principes tels que la libre circulation des biens, des services et des capitaux, ainsi que des personnes par les fameux accords Schengen et – ce qui est moins connu – la libre prestation des banques et des compagnies d'assurance. Cet Acte ne fut pas compensé par un renforcement de l'autorité politique. C'est donc par un traité qu'une orientation politique nettement ultralibérale fut instaurée, sans qu'il y ait possibilité pour un gouvernement d'y modifier quoi que ce soit.

Le second changement fondamental fut le traité de Maastricht de 1992 qui institua la monnaie unique dont les critères étaient directement inspirés par l'ordo-libéralisme allemand. Ces dispositions imposèrent aux Etats membres des contraintes budgétaires tels que les fameux 3 % de déficit par rapport au PIB. Là également, sans qu'il y ait un transfert démocratique de souveraineté, l'initiative d'orientation politique était fortement entravée. D'autre part, des garanties étaient accordées aux Etats-membres par le fameux *« principe de subsidiarité »* et les pouvoirs du Conseil européen furent renforcés. Autrement dit, les gouvernements des Etats-membres avaient la suprématie sur la Commission européenne, organe supranational. C'était donc une hydre à deux têtes. Maastricht montra vite son inefficacité puisqu'il fallut revoir les traités à Amsterdam, à Nice et enfin à Lisbonne.

D'autre part, deux pays soumirent la ratification du traité de Maastricht (dit « instituant l'Union européenne ») au référendum en 1992 : la France où il fut adopté à une très courte majorité et le Danemark qui le rejeta. Les autorités européennes imposèrent au Danemark de réorganiser un référendum, ce qui fut fait en 1993. Cela est la négation même du suffrage universel : dorénavant, les institutions européennes ne tinrent plus aucun compte de la volonté populaire.

En 2005, après la généralisation de l'Euro en 2002 et après l'échec du traité de Nice de 2001, un projet de Constitution européenne fut adopté. Ce projet fut élaboré par une conférence dirigée par l'ex-président français Giscard d'Estaing, l'ancien commissaire européen italien Mario Monti et l'ancien Premier ministre belge Jean-Luc Dehaene, trois personnalités chrétiennes et adeptes du capitalisme pur et dur. Il fut lui aussi soumis à ratification par les Etats-membres. Trois référendums furent organisés : l'Espagne qui approuva le projet, la France et les Pays Bas qui le rejetèrent. Cela provoqua une grave crise politique au sein de l'Union européenne.

Au terme de diverses négociations au sein d'une conférence intergouvernementale, le traité de Lisbonne est adopté et ratifié en 2007. Il s'agit d'un « copié-collé » de l'ex-constitution européenne. Une fois de plus, la volonté populaire est balayée. D'ailleurs, la ratification de ce traité qui porte le charmant acronyme de TFUE, s'est faite, à l'exception de l'Irlande, par les Parlements des Etats-membres. Le référendum était devenu vraiment trop dangereux ! On se méfie du peuple au sein de l'Union européenne.

Atteinte à la démocratie représentative

Une des principales réformes instituées par le traité de Lisbonne est la création d'une présidence du Conseil européen. Le premier président désigné fut le Belge, démocrate-chrétien de droite, Herman Van Rompuy qui termine son mandat cette année. Son rôle réel est de renforcer l'influence du Conseil européen, donc de l'intergouvernementalité, ce qui revient à une Europe des gouvernements nationaux. La décision est prise dans un rapport de forces où les plus puissants Etats imposent leur diktat aux autres membres du «club». C'est ainsi que cela a fonctionné depuis 2010, c'est-à-dire dès les débuts de la crise de la dette souveraine. On usa de la procédure dite « Merkozy », où la chancelière allemande Merkel imposait ses vues aux autres Etats, suivie par le président français Sarkozy qui ne jouait qu'un rôle de chien de garde (rien de changé aujourd'hui avec Hollande !). La Commission européenne restait au balcon avec à sa tête le mielleux Barroso qui s'inclinait devant Merkel, comme il le fit devant Bush lors de la guerre d'Irak, alors qu'il était Premier ministre du Portugal.

Le processus est lancé. La Grèce est mise sous la tutelle de la fameuse *« troïka »*. On fait jouer la propagande : les médias accusent ce pays de tous les maux, alors que la réalité est bien plus complexe. Au niveau européen, l'Allemagne exige au printemps 2010, l'adoption d'un traité imposant l'équilibre budgétaire à tous les Etats membres, la fameuse *« règle d'or »*. Après avoir adopté un système appelé MES (mécanisme européen de stabilité) permettant dans des conditions très strictes une entraide entre Etats, le fameux traité budgétaire est signé le 2 mars 2012 et est ratifié depuis par les Etats membres.

Le TSCG (Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance) impose des conditions budgétaires tellement strictes qu'il empêche les Parlements de voter des politiques différentes. Le Parlement européen, lui, n'a d'ailleurs quasi aucun pouvoir pour donner une orientation politique au niveau de l'Union.

Il s'agit là aussi d'une atteinte majeure à la démocratie. Tout d'abord, des gouvernements, sous la pression du plus puissant, sont contraints d'accepter une politique qui est coulée sous forme de Traité. Or, on sait très bien qu'un Traité ne se discute, ni ne s'amende comme une loi. Ainsi, la démocratie représentative est devenue une coquille vide.

D'autre part, la supranationalité est utilisée pour contraindre les Etats membres à appliquer à la lettre le TSCG, mais on garde le principe de subsidiarité pour l'Europe sociale. Où est la cohérence ? Voilà comment on construit une dictature ! Le capital règne désormais en maître absolu et il y a des preuves.

Vers une dictature ?

La banque américaine JP Morgan qui a joué un rôle important lors de la crise financière de 2008 publie, fin mai 2013, une étude sur la zone Euro. C'est la quatrième Internationale (trotskyste) qui a découvert

le pot aux roses. Le document de 16 pages a été réalisé par le groupe *Europe Economic Research* de JP Morgan et est intitulé *«L'ajustement de la zone euro – bilan à mi-parcours»*. Le document commence par faire remarquer que la solution à la crise de la zone euro a deux dimensions.

Premièrement, des mesures financières sont nécessaires pour garantir que les principales institutions d'investissement. Ensuite, les auteurs soutiennent qu'il faut imposer des *« réformes politiques »* destinées à supprimer l'opposition aux mesures d'austérité massivement impopulaires.

Tout en soulignant l'efficacité des mécanismes de garanties des intérêts bancaires introduits par l'Union Européenne, le rapport réclame davantage d'action de la part de la Banque centrale européenne (BCE).

Depuis l'irruption de la crise financière mondiale de 2008, la BCE débloque des milliers de milliards d'euros en faveur des banques pour leur permettre d'effacer leurs créances douteuses et de redémarrer une nouvelle série de spéculations.

En ce qui concerne les analystes de JP Morgan, ceci n'est cependant pas suffisant. Ils exigent de la part de la BCE une *«réponse plus spectaculaire»* à la crise.

Les critiques les plus dures du document sont cependant formulées à l'égard des gouvernements nationaux qui ont mis bien trop de temps à appliquer le genre de mesures autoritaires nécessaires à l'imposition de l'austérité. Le processus d'une telle *« réforme politique »* précise l'étude, a *«même à peine commencé.»*

En conclusion du document, les auteurs expliquent ce qu'ils entendent par *«réforme politique»* : *« Au début de la crise l'on avait pensé que ces problèmes nationaux hérités du passé étaient en grande partie d'ordre économique »,* mais *« il est devenu manifeste qu'il y a des problèmes politiques profondément enracinés dans la périphérie qui, à notre avis, doivent être changés si l'Union monétaire européenne (UME) est censée fonctionner à long terme.»*

L'étude met en exergue les problèmes existant dans les systèmes politiques des pays de la périphérie de l'Union européenne – la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie – qui sont au centre de la crise de l'endettement en Europe. *« Les systèmes politiques de la périphérie ont été établis après une dictature et ont été définis par cette expérience-là. Les constitutions ont tendance à montrer une forte influence socialiste, reflétant la force politique que les partis de gauche ont acquise après la défaite du fascisme. »*

« Les systèmes politiques autour de la périphérie affichent de manière typique les caractéristiques suivantes : des dirigeants faibles ; des Etats centraux faibles par rapport aux régions ; une protection constitutionnelle des droits des travailleurs ; des systèmes recherchant le consensus et qui encouragent le clientélisme politique ; et le droit de protester si des modifications peu appréciées sont apportées au statu quo politique. Les lacunes de cet héritage politique ont été révélées par la crise. »

En clair, les analystes de JP Morgan soulignent la nécessité d'en finir avec le système démocratique, d'éliminer l'Etat social et d'éradiquer les libertés, du moins dans la *« périphérie »* de l'Europe. On a commencé en Grèce avec une répression policière particulièrement violente, à fermer les yeux sur les exactions des groupes nazis comme *« Aube dorée »* et à couper la télévision de service public. Et, comme par hasard, l'extrême-droite s'étend partout en Europe.

Quarante ans après le coup d'Etat sanglant de Pinochet au Chili, ce serait la terrible confirmation de la stratégie visant à imposer la dictature des marchés sur les peuples.

Qui a dit que l'histoire ne repassait jamais les plats ?

Faut-il pour autant rejeter l'idée européenne ? Ce serait une erreur. En dépit du projet libéral qui en est sa caractéristique, elle a engendré des progrès incontestables comme la paix, la libre circulation des personnes et la faculté d'agir à une échelle supranationale dans bien des domaines comme l'environnement, par exemple.

Au contraire, si l'on veut lutter efficacement contre le capitalisme multinational, il faut une riposte multinationale. Dès lors, ce n'est pas parce que l'actuelle Union européenne est l'instrument de l'ultralibéralisme qu'il faut tourner le dos à l'Europe. Bien des domaines devraient connaître une dimension supranationale, comme la fiscalité et le secteur social qui sont, comme par hasard, restés de compétence nationale.

PierreVERHAS

Prochain article : ***l'Europe comme terrain de lutte des peuples contre la dictature des marchés***

Entre nous…

Quelques camarades dont l'abonnement arrive à expiration, ne l'ont pas encore renouvelé. Nous leur demandons de bien vouloir se mettre à jour.
Depuis sa création en 1925, par Pierre Monatte, la RP ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes…
C'est grâce à vous tous que la RP peut continuer à vivre. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

Pour l'Europe, la Sécurité Sociale française est illégale

Ambroise Croizat peut se retourner dans sa tombe : la classe dirigeante française et ses relais politiques (UMP, Solfériniens) vont, grâce au droit européen, introduire la santé dans la sphère marchande. C'en sera fini du dernier bastion de solidarité dans notre pays, et partout ailleurs en Europe.

La Sécurité Sociale française fut fille des combats de la Résistance au nazisme. Elle fut imposée à un patronat largement collaborationniste juste après la Deuxième Guerre mondiale. Les petits-enfants des patrons de 1945 – banquiers et assureurs au premier chef – vont enfin pouvoir développer un véritable marché de la santé.

Pour ce faire, un travail de sape est mené depuis plusieurs années dans les relais médiatiques et idéologiques de la classe dominante. En culpabilisant – pardon : en « responsabilisant » – les usagers, il s'agit de les convaincre qu'ils se soignent trop (alors que la classe dirigeante crée des conditions de vie et de travail sources de maladies de plus en plus nombreuses et graves), ce qui débouche sur un « déficit » abyssal dans les comptes de la Nation. Ce déficit n'est rien d'autre qu'une construction idéologique, avant même d'être une manipulation économique et financière. « Boucher le trou de la Sécu » (qui n'existe pas) fait oublier la philosophie des fondateurs du système selon laquelle *« chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins »*. Toute une série de mesures prétendument techniques ont contribué à miner ce beau principe : ticket modérateur, franchises médicales, autorisation des dépassements d'honoraires, *« déremboursement »* des médicaments, hausse régulière du forfait hospitalier, forfait sur les transports sanitaires.

Concrètement, on a bien vu ces dernières années que cela avait conduit une partie toujours plus importante de la population à ne plus se soigner de manière satisfaisante. On connaît tous des hommes qui hésitent à se faire soigner les dents ou des femmes qui sautent une mammographie sur deux. Les dégâts humains induits par cet état de fait seront payés un jour ou l'autre au centuple. Créée en 1999 par un gouvernement de « gauche », la CMU (couverture médicale universelle) ne fait que légitimer, selon un principe plus en rapport avec la charité qu'avec l'esprit universel de la sécurité sociale, le recul de l'accès aux soins pour les indigents. Accessoirement, elle divise la population dans ou au bord de la misère.

La vérité est toujours dans les mots. Utiliser le terme « déficit » lorsque l'on évoque des « trous à boucher » place la Sécu au niveau d'une entreprise privée censée réaliser des gains. Il ne faut jamais oublier qu'un salarié moyen dépense environ 20% de son salaire en cotisation-santé et que les revenus du capital sont bien moins soumis à cotisations que les revenus du travail. Philippe Seguin, homme de droite mais intellectuellement plutôt honnête, reconnaissait que si les *« stock-options »* étaient mises à contribution comme les salaires, elles auraient rapporté 3,5 milliards d'euros à la Sécurité Sociale. Or, d'un côté, les comptes de la Sécu sont supportés pour l'essentiel par les salariés tandis qu'en un quart de siècle 10% du PIB sont passés du travail au capital, des salaires vers les dividendes.

La Sécurité Sociale manque de recettes. A cause des exonérations de cotisations sociales faites aux grandes entreprises pour qu'elles « créent des emplois ». Aux milliards d'euros d'une dette patronale impayée depuis des années. A la dette de l'État (également des milliards d'euros). Aux salaires érodés depuis une trentaine d'années. Au chômage, 30 fois plus élevé aujourd'hui que lors de la création du système. Les « déremboursements » de 3 médicaments (ou de 300) sont de la poudre aux yeux et n'assainiront pas un ensemble désormais totalement vicié. Alors comme le monstre d'État est fichu, autant passer au privé. Plus moderne, plus flexible, plus réactif, avec des solutions « rien que pour vous ».

Dans la plus grande discrétion et sans que les médias s'emparent de ce cheval de bataille, l'Union européenne vient d'accorder à ceux qui le souhaitent le droit de ne plus cotiser. Ratifié par une majorité de Français en 1992, le traité de Maastricht offrait le cadre à l'abrogation du monopole de la Sécurité Sociale. Cependant, en 1996, la Cour de cassation, organe judiciaire suprême au niveau national, s'opposa à l'application de la primauté du droit communautaire sur le droit national en termes de protection sociale. La Cour européenne avait répondu en 1999 par un arrêt condamnant la France *« pour avoir manqué aux obligations qui lui incombent en vertu des directives de 1992 »*, et par celui du 25 mai 2000 définissant les régimes français de Sécurité Sociale comme des régimes professionnels, donc soumis à concurrence. En 2005, une directive européenne portant sur les pratiques commerciales a été transposée dans le droit français sous le nom de *loi Chatel II*, faisant du droit communautaire un droit français à part entière.

L'arrêt du 3 octobre 2013 de la Cour de justice de l'Union européenne a condamné – au nom

de la directive de 2005 – une caisse d'assurance-maladie du régime allemand de sécurité sociale pour *« pratiques commerciales déloyales vis-à-vis des consommateurs »*. Un nouvel épisode du principe de *« concurrence libre et non-faussée »* inscrit dans le traité de Lisbonne, ratifié en 2007 par le Congrès français contre l'avis du peuple exprimé par référendum le 29 mai 2005. Cette caisse allemande était un organisme de droit public sans but lucratif. Ce jugement va faire jurisprudence car les décisions de la Cour européenne concernent par définition tous les États de l'Union.

Dans l'Union européenne, les caisses sociales pourvoyeuses d'assurances sont donc considérées comme des entreprises soumises à concurrence et relèvent du droit privé.

Dans un communiqué daté du 29 octobre 2013, la Direction de la Sécurité Sociale prétend que l'arrêt du 3 octobre 2013 *« ne change rien à l'obligation de cotiser auprès de la Sécurité Sociale française »*.

Ce jugement fragilise plus que jamais le statut de la Sécu. Le droit européen met en concurrence les individus, les salaires et les cotisations. Il s'inspire du modèle étasunien (l'Obama *care* ne trompe personne) du chacun pour soi qui laisse au moins un tiers de la population sans assistance.

Les banquiers d'aujourd'hui, les assureurs, les fonds de pension qui possèdent les cliniques (toutes dans une ville comme Toulouse) reprennent au Conseil National de la Résistance, donc au combat des résistants, ce que ceux-ci avaient arraché aux « 200 familles ». Le débat est cornélien : refuser cette évolution est illégal à moins de sortir de l'« Europe ».

Bernard GENSANE

Source : le *M'PEP*.

Au fil des lectures

♦ Pierre Kropotkine. ***La conquête du pain.*** Éd. du Sextant, 2013, 288 p.

A l'occasion de la réédition de cet ouvrage, nous reprenons, avec l'autorisation de l'auteur, le compte-rendu paru dans la revue d'histoire populaire **Gavroche** *qui a cessé de paraître en avril 2011, mais conserve un site internet : http://www.gevroche.info/. L'édition de 2013 comporte une introduction inédite d'Isabelle Pivert, « Plus d'un siècle plus tard », et la préface d'Elisée Reclus à la première édition de 1892. Ces deux textes remplacent la préface d'Hélène Sarrazin pour l'édition de 2006. [ndlr]*

Publié pour la première fois en 1892, cet essai proclame la nécessité d'une société qui mette fin au règne de la marchandise et du capitalisme. Il insiste donc à juste titre sur le caractère historiquement daté d'un système économique venant après l'esclavage et le servage et s'appuyant sur une nouvelle forme de sujétion du plus grand nombre – le salariat – avant de s'attacher aux formes et aux moyens de la nécessaire expropriation de la minorité qui accapare les richesses collectives.

Décrivant les misères aberrantes que ce système engendre, il examine les différents domaines de la production afin qu'ils répondent au mieux aux besoins humains dès l'expropriation réussie, avant d'explorer ce que pourrait être un « travail agréable » et tous les domaines où pourrait s'épanouir le besoin de créativité des individus libérés des contraintes de la survie. Dans tous les cas, la réorganisation de la société doit se faire par la « libre entente » et le fédéralisme contre toutes les formes hiérarchiques, verticales et étatiques. Écrit simplement, ce bel ouvrage a le charme suranné des photographies aux couleurs sépia, mais conserve toute sa force de conviction pour promouvoir cette vieille idée neuve d'une économie enfin au service de tous.

♦ Jean-Luc Coudray, ***L'Avenir est notre poubelle***, Sulliver, 2013, 142 p.

Ce livre synthétise des réflexions sur la crise du modèle des sociétés de croissance et l'alternative de la décroissance à partir d'une observation fine de notre quotidien. Loin de sombrer dans la naïveté ou l'utopie, il souligne, avec un solide bon sens, que « le travail de lutte contre la crise environnementale permettra, au pire, de nous adapter plus facilement lorsque nous subirons les conséquences de la crise ». Un livre utile et nécessaire pour changer notre vision des crises en cours et les solutions pour y remédier car « les comportements décroissants protègent d'abord la planète et protègeront l'individu lorsque la Terre sera plus gravement atteinte ».

♦ Dominique Vidal, ***Le ventre est encore fécond (les nouvelles extrêmes droites européennes)***, Libertalia, 2012, 158 p.

Les dernières années ont marqué une nette progression de l'extrême droite dans plusieurs pays d'Europe. Ces succès s'expliquent par une transformation profonde de son discours qui avance désormais masquée, exploitant des décennies de malheur ouvrier et la crise des identités traditionnelles sous les effets délétères de la mondialisation capitaliste… Si la connaissance de l'ennemi est la première condition de l'action politique, ce petit livre permet de mieux cerner des évolutions récentes et inquiétantes afin de mieux combattre l'extrême droite sous ses déguisements fallacieux.

♦ Patrick Vassort, ***L'homme superflu (théorie politique de la crise en cours)***, Le Passager clandestin, 2012, 150 p.

Co-auteur de ***Footafric. Coupe du monde, capitalisme, néo-colonialisme*** (2010), le sociologue Patrick Vassort propose aujourd'hui une analyse renouvelée des modes actuels de domination. L'idéologie dominante veut fabriquer les consciences pour les mettre au service de la reproduction du système grâce à des « appareils stratégiques capitalistes » (éducation, industries culturelles, médias, sport). Cela a pour conséquence un productivisme qui met en péril la vie même et le caractère superflu de l'humanité dans un projet totalitaire de marchandisation intégrale des sociétés contemporaines.

Simon CHARLIER

Retour sur l'Ukraine

28 février 2014. L'intervention de troupes russes sans insignes à Sébastopol, Simféropol, et dans les aéroports et nœuds stratégiques de la Crimée conduit le président US Barack Obama à déclarer dans la soirée qu'une *«intervention militaire* [russe en Crimée] *aurait un coût»*. La formule exacte, alambiquée, est : *« Les Etats-Unis seront aux cotés de la communauté internationale pour affirmer que toute intervention militaire en Ukraine aura un coût. »*

1er mars 2014, dans l'après-midi, le président russe Vladimir Poutine « sort de son silence » ostensible des derniers jours, pour tenir des propos belliqueux : il demande à la chambre haute de la Douma d'adopter le principe du *« recours à l'armée russe en Ukraine »*. Points-clefs : ce recours est possible jusqu'à la *« normalisation »* de l'Ukraine, et il concerne la totalité du territoire de l'Etat ukrainien et non la seule Crimée. La chambre haute de la Douma vote le texte du président à l'unanimité et demande le départ de l'ambassadeur nord-américain, qui avait déjà pris l'avion.

Le conseil de sécurité des « Nations unies » s'est réuni deux fois, vendredi soir et samedi soir, sans résultats. V. Poutine a déclaré samedi soir qu'il n'avait *« pas encore pris de décision »* quant à l'emploi des forces armées approuvé par la chambre haute de la Douma. Des rumeurs faisant état d'une visite, lundi 3 mars, à Moscou, de Ioulia Timochenko, politicienne ukrainienne emprisonnée jusqu'il y a peu et personnage clef dans la corruption des oligarques, n'ont pas été confirmées. L'Ukraine a mis son armée en état d'alerte puis rappelé ses réservistes, mais, dans la nuit du 1er mars au 2 mars, le navire amiral de sa flotte a fait défection vers l'armée russe, cependant que des frégates anti-sous-marines russes, faisant partie de la flotte de la Baltique et non de celle de Crimée, faisaient leur apparition au large de la Crimée.

Dimanche matin 2 mars, Barack Obama affirme avoir demandé à Vladimir Poutine de *«retirer ses forces»* d'Ukraine. A la demande de la Pologne, le Conseil de l'Atlantique Nord de l'OTAN tient une réunion extraordinaire. Le ministre des Affaires étrangères britannique William Hague se rend à Kiev. Une réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères de l'Union dite Européenne est annoncée pour le lendemain.

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage » (Jaurès). Bien que la possibilité d'une riposte US aux « provocations » russes apparaisse fort difficile, un développement militaire d'ampleur continentale ou mondiale, non maîtrisé, n'est pas à exclure. Comme par effraction, alors que les conditions en étaient réunies en profondeur, la possibilité d'une conflagration entre grandes puissances atteint un degré que l'on n'avait pas vu depuis les crises de la guerre froide (crise de Berlin de 1948, déclenchement de la guerre de Corée, crise de Berlin de 1961, crise des missiles à Cuba, guerre du Kippour). Comment en est-on arrivé là ? Que faire ? Pour aborder la réponse à cette dernière question, il faut avoir une idée claire de la réponse à la première.

Comment en est-on arrivé là ?
Le *story telling* dominant

La version médiatiquement dominante en Europe et en Amérique du Nord est la suivante, ou, par-delà les nuances qui peuvent s'exprimer, se ramène au fond à ceci : le peuple ukrainien s'est insurgé contre un régime corrompu et de plus en plus répressif qui voulait l'empêcher de s'éloigner de la lourde tutelle russe pour entrer dans l'accueillante et moderne sphère des échanges européens. Il a remporté la victoire en chassant le président dictateur. La Russie ne l'accepte pas parce qu'elle a peur que la même chose lui arrive et parce que pour elle, l'Ukraine lui appartient. Les démocraties sont bien embêtées mais elles ne peuvent pas laisser faire, elles qui ont été bien bonnes de participer aux JO de Sotchi …

Il est relativement aisé de démontrer que cette présentation est absurde et biaisée. La représentation - on devrait dire la *narrative*, le *story telling* - d'un mouvement populaire «pro-européen», même s'il est vrai que la misère en Ukraine a nourri illusions et espoirs envers «l'Europe», relève d'un mauvais conte de fée pour enfants niais, ne comprend pas les vraies motivations du mouvement - contre la misère et la corruption de la totalité de la classe politique, pouvoir et opposition, en Ukraine - et tait l'action des composantes d'extrême-droite. La vision implicite ou explicite des relations internationales que nous avons là est parfaitement manichéenne et donc, absurde, la Russie jouant par définition le rôle du méchant et les manœuvres impérialistes visant à l'encercler et à dominer la mer Noire sont ignorées. L'Union Européenne, cette caverne de mesures autoritaires organisant la misère de masse sur toute la rive Nord de la Méditerranée, contre laquelle grèves et manifestations de masse n'ont pas cessé de déferler dans les Balkans, voisins de l'Ukraine, depuis deux ans, devient subitement le havre de la paix, l'antre de la démocratie, et la capitale du bien-être. N'insistons pas, tant il n'est pas possible de croire à cette version pourtant officielle et officieuse, bien-pensante et correcte.

Comment en est-on arrivé là ?
Le *story telling* « anti-impérialiste »

Il est tellement impossible d'y croire que, du coup, beaucoup pensent que la vérité peut être dessinée en en prenant simplement le contrepied, ce qui est encore une manière d'en être, en fait, prisonnier. La version soi-disant « oppositionnelle » voulant expliquer la crise ukrainienne s'apparente donc à la version officielle de l'Etat russe et se nourrit d'ailleurs très largement aux informations vraies, sélectives, ou fausses, que distillent en abondance sur le net les officines de ses services. Le rejet d'une propagande conduit à se jeter dans la gueule d'une autre propagande.

Ici, les évènements en Ukraine sont expliqués premièrement par l'immixtion occidentale, deuxièmement par l'action des « fascistes » et des « nazis », et si l'on concède que des gens de la rue, du peuple, des jeunes, des prolétaires, se sont mobilisés, c'est pour estimer qu'ils sont manipulés car, comme le veut un proverbe se voulant subtil, « tout ce qui bouge n'est pas rouge ». Il y a donc eu un «coup d'Etat» en Ukraine, qui plus est fasciste voire nazi. La Russie a donc bien raison de réagir.

« Les ports de Crimée sont vitaux pour la sécurité de la Russie. Il est absolument prévisible que les Russes ne se laisseront pas faire, ils sont en train de prendre des mesures de protection contre un pouvoir putschiste aventurier, dans lequel les néonazis ont une influence tout à fait détestable. (…) Nous, Français, n'avons rien à faire dans une histoire pareille, nous n'avons rien à faire à encourager les provocations contre les Russes, cela dit sans sympathie pour le gouvernement russe. La nation russe ne peut admettre que les nord-américains et l'OTAN s'installent à leurs portes. » a déclaré Jean-Luc Mélenchon à Toulouse ce 1er mars, quelques heures avant que le

président Poutine n'officialise la volonté russe d'intervenir en Ukraine (et pas seulement en Crimée).

Remarquons qu'est tenu ici pour acquis le fait qu'il y aurait d'ores et déjà intervention « occidentale », sans plus distinguer, avec une France alignée sur les Etats-Unis voire les précédant comme elle avait paru vouloir le faire en Syrie voici quelques mois, et qu'il faudrait donc combattre, en somme, pour l'arrêt de cette intervention si ce n'est pour le retrait des troupes occidentales de Kiev ! On pourrait ironiser sur le fait que ces propos étaient tenus alors même que le président Hollande, supposé intervenir à Kiev aux côtés de la CIA et des « nazis », était en visite à Bangui, en Centrafrique, où la population l'a boudé, dans le cadre d'une intervention militaire très ouvertement soutenue par le même J.-L. Mélenchon, mais passons …

«L'UE doit se retirer. Il faut tenir à distance deux acteurs: l'UE et BHL. Partout où il va, les missiles tombent.»

Ces propos ont du vrai et susciteront les applaudissements appuyés des militants pour qui le monde se partage toujours en deux camps, comme les médias dominants le montrent mais en inversant leurs signes : le camp du mal serait donc celui du marché et de l'impérialisme et, d'une façon ou d'une autre et malgré tous leurs travers, la Russie et les pays qu'elle influence, de Damas à Kiev il y a peu, résisteraient à « l'Empire ». Le petit problème est que l'auteur de cette petite phrase, prononcée le 20 février dernier, combattant pour le « retrait » des troupes impérialistes à Kiev, pardon le retrait de l'UE, n'est autre que Florian Philippot, vice-président du Front National.

Ce 1er mars le FN communique : *« Kiev n'a plus de gouvernement légal mais agit sous la pression de milices radicales qui ont annulé la démocratie, balayé les droits linguistiques des russophones, limité les programmes de télévision d'opposition, arraché les églises orthodoxes ukrainiennes du patriarcat de Moscou et menacé d'annuler l'autonomie de la Crimée par des traités. »* (signé Aymeric Chauprade, « conseiller pour les relations internationales de Marine Le Pen »). Ce sont ici des «éléments de langage», un *story telling* symétrique, qui ne font qu'inverser le discours dominant du JT, et qui alimentent très largement, sur le net et les réseaux sociaux, les infos invoquées par les groupes et militants de « gauche anti-impérialistes ».

Il ne s'agit pas ici de faire un amalgame malhonnête entre « les extrêmes » dès lors que l'on s'oppose à l'Union dite européenne. Il s'agit de pointer du doigt le fait très significatif qu'en dépit de la sympathie et des liens qui peuvent exister dans l'extrême-droite européenne du FN à Svoboda, le FN français, cette vieille institution de la Ve République utilisée cyniquement pour faire peur au « peuple de gauche » quand il rejette les politiques « libérales » des gouvernements « de gauche », et dans laquelle des secteurs du capitalisme français et de son Etat ont leurs relais au cas où la zone euro s'effondrerait, le FN a choisi de ne pas faire campagne, ce qui aurait été facile, contre les Russes supposés rouges et aux cotés des nationalistes ukrainiens, mais bien choisi, avec le flair contre-révolutionnaire avéré de ceux qui ne croient pas forcément ce qu'ils disent mais qui le pèsent et le soupèsent, en l'occurrence, le camp «russe». Idem pour la mouvance soralienne et du « réseau Voltaire » qui dans son ensemble ne soutient pas les «nazis ukrainiens» mais bien les chars russes. La version « anti-impérialiste » des évènements est, pour résumer, un contre-*story telling* qui reproduit en miroir les absurdités de la version dominante : l'une et l'autre se tiennent la main et se confortent mutuellement dans leur opposition. Comme elle, elle ne veut pas saisir le caractère populaire et démocratique, et non pas « pro-européen », du mouvement de masse qui s'est produit en Ukraine, et comme elle, mais en inversant les signes de valeur, elle fait des puissances occidentales un bloc uni qui viendrait apporter, non pas la liberté, mais le chaos.

La politique des puissances occidentales

Or il est essentiel de comprendre que cette unité est factice. Juste avant que la situation ne bascule, les 19-20 février, alors que la tension montait à Kiev, une délégation « européenne » composée du ministre allemand des Affaires étrangères Steinmeier, le vrai meneur de la délégation, et des ministres français Fabius et polonais Sikorski, se rendait sur place pour négocier un compromis préservant autant que possible l'Etat, sous la forme d'un accord aboutissant à un « gouvernement d'union nationale » annonçant des élections présidentielles. Sur les réseaux sociaux, circule en boucle un extrait d'une intervention de L. Fabius à l'Assemblée nationale en France, censé « prouver » qu'ils étaient là pour organiser le « coup d'Etat » (https://www.youtube.com/watch?v=8FV2sh6Tyes).

Outre ce « détail » que cette vidéo bien découpée provient du service de presse du FN, elle prouve en réalité le contraire : certes Fabius termine en disant que sa visite à Kiev a abouti au « renversement de majorité », mais c'est pour se raccrocher aux branches comme il peut suite au fait accompli du renversement de Ianoukovitch, et tout ce qu'il dit auparavant confirme que cette visite visait au contraire à l'éviter. Le heurt entre les trois ministres et les porte-paroles autoproclamés de « Maidan » apparaît d'ailleurs sur certains documents, où l'on voit même le ministre polonais leur asséner que s'ils n'acceptent pas un compromis ils seront «morts» : https://www.youtube.com/watch?v=EiI5xozu6gg. A l'évidence, ces chefs – les trois partis « Patrie » de A. Iatseniouk et I. Timochenko, Udar du boxeur Klitschko, et Svoboda – n'arrivaient plus à calmer la population et leurs propres troupes. Les trois ministres de l'UE les ont contraints à rencontrer Ianouchkovitch au moment même où celui-ci donnait l'ordre de tirer sur la foule.

Le compromis a donc sauté, alors que l'UE, France et Pologne alignées sur l'Allemagne – dont le ministre Stenmeier est un proche de l'ancien chancelier Schröder aujourd'hui oligarque de Gazprom – et en l'absence de la Grande-Bretagne plus proche des Etats-Unis, étaient venus non pour faire un « coup d'Etat », mais pour sauver l'Etat.

Premier point, donc, pour qui veut analyser sérieusement la politique des puissances occidentales dans la question ukrainienne : l'Allemagne a dicté à l'UE une politique de compromis qui a échoué avec les affrontements des 20-22 février et la fuite de Ianoukovitch le dimanche 22. Nous reviendrons plus loin sur les causes de cette accélération.

Second point sur ce même sujet : et les Etats-Unis, ainsi que la Grande-Bretagne ?

Rappelons l'incident très significatif de la diffusion, suite à une écoute russe, de cette conversation téléphonique dans laquelle leur émissaire, la néo-conservatrice Victoria Nuland, s'exclamait *Fuck the UE*. Clairement, ceci établit que les Etats-Unis ne contrôlent pas la politique de l'UE, c'est-à-dire la politique allemande. La vraie question les concernant est : avaient-ils une politique ? Certes, cette question fera ricaner ceux pour qui tout ce qui se passe doit s'expliquer par le grand complot organisé à Washington, mais une analyse sérieuse de la crise du capitalisme mondial, dont le cœur est justement à Washington, ne peut faire l'impasse sur l'affaiblissement de l'impérialisme nord-américain, sa déstabilisation financière, sa crise sociale interne, les divisions de ses « élites », etc.La période récente a été marquée pour eux par un revers très sévère : Obama

ayant eu la velléité d'intervenir en Syrie, son propre Congrès allait le désavouer lorsque Poutine, précisément, l'a tiré d'affaire en imposant à Bachar el Assad un compromis sur les armes chimiques, ouvrant la voie à un accord Etats-Unis/Iran dont la première victime est le peuple syrien.

Cette déconfiture totale en politique extérieure sur le terrain sensible du Proche-Orient se produisit en même temps que de nouveaux développements de l'impasse budgétaire et financière de l'Etat fédéral US.

La crise de l'impérialisme nord-américain est un facteur-clef, qui ne le conduit pas à un repli qu'il ne peut se permettre, mais à des initiatives erratiques et dangereuses. Encore le terme « initiatives » doit-il être précisé : les Etats-Unis ne sont pas « à l'initiative », mais ils essaient de saisir des occasions, de manière erratique, hésitante et dangereuse, pour utiliser les évènements. Ce qu'ils avaient fait, déjà, avec l'affaire des armes chimiques à Damas aboutissant au fiasco que l'on sait.

Toutes les caractéristiques de cet épisode se retrouvent à propos de l'Ukraine : les Etats-Unis tentent de surfer sur des éléments de crise qui leur échappent largement. Le craquement initial entre « pro-européens » et « pro-russes », le 21 novembre 2013, oppose des factions bureaucratiques entre elles mais suscite une répression telle que la masse de la jeunesse kiévienne intervient. Jusque-là, Ianoukovitch a pour conseiller le lobbyiste US Paul Manafort, un *« spin doctor »* qui avait organisé les campagnes de Reagan, et dont le nom apparaît aussi, sans blague, dans… l'affaire Ziad Takkiedine-Edouard Balladur en France ! Ianoukovitch, comme I. Timochenko, se vendait au plus offrant. Il s'est trouvé coincé à partir de novembre 2013, la dynamique de l'affrontement qu'il a engagé maladroitement lui échappant et le poussant à rechercher la protection de la Russie. Selon une de ses ex-conseillères interviewée à Kiev par l'envoyé spécial du *Monde* le 26 février dernier, son coach des services US, qui étaient donc là où les clairvoyants « anti-impérialistes » ne les attendaient pas, le laisse tomber à partir du 30 novembre 2013. Le fonctionnement des services US, où Victoria «fuck» Nuland joue dès lors un rôle clef, est très simple et très grossier : qui pouvons-nous acheter pour le remplacer? C'est le fond de la fameuse conversation divulguée du 4 février : il en ressort que Iatseniouk (déjà ministre en 2005-2008) est fiable, que le boxeur Klitschko ne l'est pas mais qu'il faut quand même lui faire une place, Tyannibok de Svoboda, idem, et que les diplomates US en parlent exactement comme des parrains mafieux parlent de leurs caïds de quartiers. Il en ressort d'autre part que les services US ne croyaient pas, au moins depuis mi-janvier 2014, à un maintien au pouvoir de Ianoukovitch et préparaient le gouvernement appelé à lui succéder. Les ministres de l'UE proposaient en fait une coalition entre Ianoukovitch et le trio Iatseniouk-Klitschko-Tyannibok. Ianoukovitch s'étant enfui, on retrouve ces composantes dans le gouvernement annoncé place Maidan le 27 février… sous les sifflets ou la froideur hostile de la foule, n'ayant pas confiance dans ses représentants autoproclamés…

En résumé et en simplifiant :

Washington lâche Ianoukovitch fin novembre, considère que sa chute est inéluctable mi-janvier quand il tente d'instaurer un état de siège puis qu'il devra reculer, estime alors qu'il faut acheter un gouvernement de remplacement avec les trois leaders autoproclamés des trois partis oligarchiques ou fascisant qui, en gros depuis mi-janvier aussi, ont pris l'hégémonie place Maidan, et que l'UE freine le processus inévitable. Ceci n'est pas une marche en avant triomphale d'un complot US ; ce n'est ni l'Iran en 1953, ni le Chili en 1973, le suivi n'est pas maitrisé, les Etats-Unis surfent sur la situation en essayant d'en profiter.

En essayant d'en profiter : évidemment, ils n'oublient pas leurs intérêts géostratégiques. La question de l'accord d'association avec l'UE est secondaire de leur point de vue, mais par contre ils ne veulent pas d'union douanière « eurasienne », alors que Ianoukovitch cherchait à mener l'Ukraine à la fois dans l'une et dans l'autre, ce que le ministre allemand Steinmeier n'aurait pas jugé stupide voici quelques mois, au contraire. L'effondrement de l'Etat ukrainien ouvre des perspectives géostratégiques aux Etats-Unis allant dans le sens d'un encerclement de la Russie, à condition toutefois que les traits révolutionnaires de la situation soient surmontés : il s'agit de la maîtrise de la mer Noire et de la Méditerranée sur laquelle elle débouche. Aucun doute que les services US n'œuvrent dans ce sens, ce qu'indiquent des faits périphériques mais significatifs : la Turquie qui favorise un rapprochement entre la République turque de Chypre du Nord et l'Etat chypriote grec, qui aurait pour effet de pousser les Russes hors de l'exploitation éventuelle des gisements de gaz sis au large de Chypre, de la Syrie et du Liban, et la reprise de contacts ostensibles avec le pouvoir géorgien précisément maintenant (rencontre entre le président Garibashvili et Obama).

L'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine est contradictoire avec les accords Ukraine-Russie qui concèdent la base de Sébastopol à la Russie jusqu'en 2045. Et il suppose une « stabilisation » préalable dont on ne voit pas la couleur. De plus, il n'est pas nécessaire que l'Ukraine adhère à l'OTAN pour acheter ses oligarques. Dans l'immédiat, la manière pour les Etats-Unis d'essayer de tirer profit d'une situation chaotique qu'ils n'ont pas déclenchée, consiste dans une sorte de tentative de revanche du fiasco catastrophique qu'ils ont subi en septembre dernier à propos de la Syrie. De manière plus ou moins fantasmagorique, l'Ukraine serait une « revanche » de la récente humiliation. Nul doute que ces représentations jouent dans l'attitude des services US. Mais le fait même qu'elles y occupent une telle place souligne leur désorientation réelle – ce qui ne les rend pas moins dangereux, est-il besoin de le préciser…

Petite digression planétaire pour stimuler une discussion qui en a besoin

Rappelons enfin que le fiasco diplomatico-militaire sur la Syrie provenait lui-même de la poussée révolutionnaire en Egypte contraignant l'armée à renverser le gouvernement des Frères musulmans, fin juin 2013. Déjà, là, les Etats-Unis, loin d'avoir organisé « le coup d'Etat », avaient perdu le contrôle de la situation. Et cela vient de se confirmer : le gouvernement égyptien libéral-nassérien-salafiste de Beblaoui, nommé par le général al-Sissi, vient de tomber devant la menace d'une généralisation des grèves à partir du bastion prolétarien textile de Mahala al Kobra.

Rappeler ces faits simultanés dans un article sur l'Ukraine n'est pas du tout hors sujet : la situation mondiale doit être comprise du point de vue de la lutte des classes, qui n'efface pas les questions géostratégiques mais permet de les situer exactement. A l'échelle globale, les mouvements populaires en Ukraine comme en Bosnie s'inscrivent réellement, ceci n'est en rien une vue de l'esprit et n'efface en rien les diversités des situations nationales, dans la série de crises révolutionnaires qui a ouvert, au fond, le vrai XXIe siècle à partir de la Tunisie début 2011. Sans aucun triomphalisme, sans aucun emballement, il importe de partir de cette méthode-là de compréhension du réel.

Idem, sur le Venezuela (et sans développer ce qui demanderait évidemment de rentrer dans les détails):

l'explosion de mécontentement qui s'y produit depuis plusieurs semaines n'est absolument pas le résultat d'un complot de la CIA, et souligne évidemment le caractère capitaliste du pays, sous une forme étatique et rentière (bien antérieure à Chavez), ce qui n'empêche pas mais au contraire permet d'analyser et combattre les tentatives d'utilisation de la situation par l'impérialisme nord-américain.

Cette synchronie planétaire, du Caire à Kiev et Tuzla en Bosnie en passant par Caracas et des dizaines d'autres lieux, porte aujourd'hui une exigence pour tout révolutionnaire voulant penser, et par là être effectivement révolutionnaire : la représentation du monde en termes de camps, dans laquelle un chef d'orchestre planqué au Pentagone organiserait les manifs de Kiev à Caracas, est une fiction contre-révolutionnaire par laquelle le mort – le XXe siècle – saisi le vif – le siècle présent – et tente de lui faire un croche-pied. Parmi tous ceux qui se veulent révolutionnaire, au sens de l'émancipation humaine, les temps sont murs pour finir de tuer le vieil homme du XXe siècle stalinien et d'entrer dans le monde réel présent si l'on veut y vivre, y penser, y agir. Dire cela n'est pas nier l'existence, toutefois plus fluctuante qu'on ne le croit, des camps en question, mais c'est au contraire la condition pour les combattre les uns et les autres, surtout quand le spectre de la guerre mondiale entre eux revient en force. C'est le cas, et la fonction première de la guerre et de la menace de guerre est contre-révolutionnaire.

Bien, alors, comment en est-on arrivé là ?

Reprenons maintenant le fil des évènements de ces derniers mois, une fois écarté le *story telling* dominant dans ses deux versions complémentaires se confortant mutuellement, celle du soulèvement « pro-européen » et celle du coup d'Etat occidental-fasciste.

L'impulsion initiale, qui ouvre la crise, vient des sommets de l'Etat. C'est peu de dire qu'en Ukraine, «ceux d'en haut ne peuvent plus» - à vrai dire ils ne peuvent plus que se servir dans la caisse, ce qu'ils font abondamment. Les luttes de factions ont pris ce tour particulier qu'elles se sont pratiquement concentrées en la personne de Ianoukovitch lui-même, à la fois «pro-européen» et «pro-russe» puisque prenant les pots-de-vin des uns et des autres pour alimenter sa cassette personnelle et ses réseaux. En pleine crise sociale et crise, ici aussi, de la dette « publique » (qu'il n'y a pas à rembourser du point de vue de la démocratie, mais qui pourrait l'être et plusieurs fois sur la cassette des oligarques!), il opère ce 21 novembre 2013 un retournement brutal en annulant un texte déjà adopté sur sa propre proposition et via son propre «parti», le Parti des régions, pour un accord d'association avec l'UE. Des factions oligarchiques s'insurgent, les services et lobbies «européens» sont de la partie, mais aussi des secteurs étudiants et des couches sociales plus larges pour qui un tel arbitraire, de tels revirements, sont le signe d'un présidentialisme évoluant en dictature. Dans la brèche ainsi ouverte, les masses vont progressivement s'engouffrer, surtout chaque fois que la répression s'abat et en réaction à cette violence.

Une digression obligée : à nouveau sur les « nazis »

Le fait politique principal qui se produit sur le « Maidan » courant décembre 2013-janvier 2014 est la formation, sur le terrain, d'une hégémonie des organisations nationalistes les plus marquées à droite, Svoboda d'abord, puis, au fur et à mesure que Svoboda, dont les chefs sont liés aux oligarques du pouvoir et de l'opposition, a déçu, une mouvance dénommée *Pravyi Sector* (« aile droite » ou mieux « Front à droite toute »). Pour comprendre ce phénomène, il faut garder la tête froide et ne pas s'imaginer *a priori* que des nazis surgis d'on ne sait quel caveau ont conquis la moitié de l'Ukraine.

Tout d'abord, il faut dire ce qui est que ça fasse plaisir ou non : dans les pays « de l'Est » être « de droite », dans le langage ordinaire, c'est être en opposition à l'ancien régime marqué avant toute chose par la dictature et l'arbitraire. Soixante ans de stalinisme sont passés par là et l'Ukraine est probablement la nation dans laquelle ils ont fait, proportionnellement à la population, le plus grand nombre de victimes, ce qui n'est pas peu dire.

En second lieu, la résurgence d'une «gauche» susceptible de « parler » aux jeunes et aux ouvriers est compromise, non seulement par ce passé, mais par le présent, avec ce qu'il en est bien sûr de «la gauche» en Europe aujourd'hui, mais aussi avec l'accaparement de cette référence, et de la référence au communisme et à la propriété commune, par le PC ukrainien (KPU), reconstitué en 1993, qui est la première force politique du pays dans les années 1990 où il participe activement aux privatisations tout en dénonçant le capitalisme sauvage, puis connaît un effondrement dans les années 2000 où la majeure partie de ses cadres, formant la bureaucratie en place de l'appareil d'Etat, rejoint le Parti des régions, avec lequel il reste allié, ayant remonté récemment sur la base de son alliance avec le pouvoir.

Aujourd'hui, beaucoup de sites communistes présentent ce parti comme le dernier rempart d'un internationalisme persécuté par les fascistes. En fait, le KPU a fait campagne pour l'union eurasienne et contre l'accord de partenariat avec l'UE en présentant celle-ci comme porteuse du *« mariage gay »* et de l'invasion par les *« immigrés délinquant »*. C'est d'ailleurs une constante en Russie et en Ukraine : les forces supposées, dans l'imaginaire de certains militants occidentaux, faire barrage au « fascisme », ont beaucoup en commun avec ce dernier. Voici la façon sympathique dont le KPU est présenté par un groupuscule belge dont on aura l'objectivité de dire qu'il n'est pas néonazi, puisque se situant nettement à droite des néonazis, le «Parti Communautaire National-Européen»: *« une formation proche du KPRF russe de Ziouganov, c'est-à-dire un communisme patriotique et anti-occidental, ce que les politologues occidentaux classent comme « national-communiste » (SPS de Milosevic, Lukashenko, KPRF, PCN…). C'est le noyau dur des forces pro-russes en Ukraine, radicalement anti-NATO. »*

Néanmoins, les groupes « de gauche », notamment anarchistes et anarcho-syndicalistes, diverses associations et syndicats, ont été bien présents sur le « Maidan », mais à partir du moment où, rapidement, la situation s'est durcie entre les manifestants et le pouvoir, la jeunesse pauvre, au chômage, a rallié les formations qui ont su se présenter comme les plus déterminées, et force est de reconnaître qu'il s'est agi de Svoboda et de Pravyi Sector. Apparemment, en dehors des commissions sanitaires, la seule force autre présente dans les groupes de combat était juive (http://www.haaretz.com/news/world/1.577114 http://juralib.noblogs.org/2014/02/22/revolution-ukrainienne-i-supervise-people-who-are-organized-much-better-than-the-radicals/), bien que Svoboda ait développé un antisémitisme affolant, qui semble être passé au second plan au moins durant les semaines de janvier et février où culmina la « bataille du Maidan ».

C'est depuis 2010 et pas avant que Svoboda a bondi, électoralement, en Galicie (hégémonie locale à L'viv et environ 37% des voix sur l'ensemble de la région), atteignant 10% sur l'ensemble du pays, et, notons-le, seulement 8% en

Ruthénie subcarpatique qui est pourtant la vraie contrée des maquis nationalistes de l'OUN et de l'UPA des années 1940 dont Svoboda veut capter tout l'héritage pour elle. Il s'agit d'une organisation à idéologie ethno-nationaliste, c'est-à-dire que leur conception de la nation ukrainienne exclut les Russes, les Polonais, Biélorusses, Juifs, Allemands, Tatars et autres groupes qui, historiquement, ont été à différentes périodes associés à la construction nationale ukrainienne, notamment dans la décennie faisant suite à la révolution russe de 1917, qui fut aussi une révolution ukrainienne. Dans ce cadre, outre l'antisémitisme et une homophobie qui ne le dispute qu'à celle des groupes néostaliniens et à certains secteurs du KPU, Svoboda a repris, sans complexes ni gène, les références et l'imagerie non seulement de Stepan Bandera, chef nationaliste qui collabora puis s'affronta avec les nazis, mais celle des divisions de Waffen SS composées d'ukrainiens, ayant activement participé à la Shoah, la division Nachtigal en particulier. L'autre mémoire ukrainienne – celle des secteurs de l'UPA qui ont combattu les nazis et celle de ceux qui ont rejoint l'Armée rouge dont les régiments ukrainiens qui ont libéré Auschwitz – est occultée. Il est donc avéré qu'une rhétorique et une imagerie nazies fonctionnent avec Svoboda.

Faut-il, pour autant, dire «les nazis ukrainiens» et affoler la galerie en criant «à Kiev les nazis sont au pouvoir»? On ne peut efficacement combattre que ce que l'on comprend, et l'affolement fantasmatique, parfois mâtiné d'une certaine fascination, relève de l'irrationnel et pas de la compréhension. Il n'y a pas eu en Ukraine de bandes de lumpens et de petits-bourgeois détruisant un mouvement ouvrier organisé en fait inexistant (c'est le stalinisme qui l'a, de longue date, détruit et sa reconstruction ne peut se faire que dans le combat pour la démocratie), et les agressions antisémites et homophobes, réelles et qu'il faut dénoncer, n'ont pas à cette étape le caractère massif qu'on leur prête.

D'autre part, le caractère de « bandes fascistes » de lumpens et de nervis, dans ces semaines de janvier et de février 2014, s'appliquerait avec beaucoup plus de justesse aux bandes de Titouchkis, les délinquants protégés par la police armée des Berkuts. De plus, selon un compte-rendu du *Syndicat autonome des travailleurs de Kiev*

(http://avtonomia.net/2014/02/19/zayavlenie-ast-kiev-o-situatsii-v-ukraine/

http://paris-luttes.info/ukraine-en-moins-de-24h-le), anarcho-syndicaliste, daté du 19 février, un danger de *«nettoyage ethnique»* manifeste devait alors être dénoncé du côté du pouvoir, accusant le ministre de la Défense Lebedev de préparer un massacre de fidèles de l'Eglise uniate (gréco-catholique) en Galicie, mentionnant la formation de « bataillons de la mort », les « fantômes de Sébastopol », ayant brûlé vif un militant de « Maidan » qu'ils avaient capturé. Quitte à voir le « fascisme » et le « nazisme » ressusciter, il serait bon de ne pas occulter leur « résurrection » de ce côté-là aussi, comme par exemple lorsque, deux semaines plus tard, un admirateur d'Adolf Hitler tout à fait notoire dénommé Vladimir Jirinovski s'est rendu à Sébastopol en relation avec l'intervention militaire russe commençante…

Si l'on fait réellement les comptes, il y a pratiquement autant d'éléments de type «nazi» ou «fasciste», d'antisémitisme et d'homophobie, dans le camp «pro-russe» que dans le camp « pro-occidental ». Il serait pour autant tout aussi irrationnel de se mettre à sauter sur sa chaise comme un cabri en criant « les nazis sont là, les nazis sont là », en les voyant à Sébastopol plutôt qu'à L'viv.

Un dernier mot sur cette question des « nazis ». Il est absolument clair que l'idéologie, les méthodes et le rôle politique réel de Svoboda et de Pravyi Sector doivent être combattus, mais la meilleure manière de le faire n'est certainement pas de dénoncer un ordre nazi qui se serait prétendument instauré en Galicie, voire dans la moitié de l'Ukraine. A ce stade, il faut tout de même réfléchir un peu sur ce paradoxe : des péquenots slaves, en quelque sorte, seraient la résurrection de la *Herrenvolk* SS !? Oui, il est tragique que des références nazies puissent être revendiquées par de jeunes ukrainiens d'aujourd'hui. Cette tragédie s'explique par une histoire de feu, de crimes, de trahison et de sang où le premier nom à inscrire est celui qui côtoie Hitler pour nommer les horreurs d'un siècle, Staline. On ne la combattra pas en criant au « nazisme » de la jeunesse, des paysans, de la population ukrainienne en une manifestation de peur irrationnelle qui frise l'essentialisme raciste ! On la combattra par la raison et par la défense des vraies aspirations nationales-démocratiques du peuple ukrainien comme de toutes les nations européennes.

La nature des évènements récents

C'est donc contre la préparation ouverte d'un bain de sang qu'une insurrection non voulue par les trois ministres européens s'est produite à Kiev les 21-22 février, faisant fuir Ianoukovitch, les députés du KPU et une partie de ceux du Parti des régions par des souterrains attenants au parlement, conduisant à la décomposition des forces de répression à Kiev et dans toute la partie nord-ouest du pays. En même temps, Svoboda et Pravyi sector ont mis la main sur les locaux des organes de sécurité et comptent reconstituer un appareil d'Etat sous leur contrôle, mais ceci n'est pas fait. Ce résumé factuel comporte, on le voit, une donnée dangereuse : des groupes à idéologie fasciste ou nazie ont conquis des positions de pouvoir, mais dans une situation insurrectionnelle où ce pouvoir est fragile et où le fait dominant est le mouvement de toute la société dans la moitié occidentale de l'Ukraine. Il ne s'agit pas d'un coup d'Etat… et encore moins de l'incendie du Reichstag !

Mais pas non plus une nuit du 4 août. Plutôt, et tout de suite, une journée des dupes, et la population le sait. Se forme un gouvernement présidé, comme prévu en gros dans l'ensemble des plans européens et US par-delà leurs divergences, par Tourtchinov, un pasteur évangélique auteur de romans de SF, et dirigé par Iatseniouk, comme lui membre du parti de Timochenko. Gouvernement qui rencontre tout de suite la méfiance de « Maidan » et de la population des régions soulevées, puisqu'il est composé de secteurs oligarchiques et de chefs de Svoboda. Ioulia Timochenko libérée est accueillie avec fraîcheur et apparaît comme un lien possible avec Poutine. Le supposé « homme fort » du nouveau gouvernement est du même parti qu'elle : les oligarques peuvent encore changer de camp. Mais le pays s'ébranle : partout des comités de formes et de noms divers « prennent le pouvoir » et la parole se libère, dans tous les sens.

Immédiatement, commence l'intervention russe. L'armée russe, sans les insignes, s'empare de la Crimée. Il faut préciser que la Crimée n'est ni l'Ukraine, ni la Russie. En 1920, lorsque la révolution la reconquiert sur le sanguinaire général tsariste Wrangel soutenu par la France, la principale force qui soutient l'armée rouge est apportée par les Tatars. Sultan Galiev, représentant du commissariat du peuple aux nationalités, impose aux chefs militaires réticents une république autonome tatare. En 1923 le commissaire du peuple en titre, Staline, le fait exclure et emprisonner. En 1942 les Tatars sont déportés au Kazakhstan pour « collaboration avec l'ennemi nazi », le stalinisme ayant inventé cette notion raciste de collaboration congénitale

de certains peuples avec le nazisme, qui réapparait dans des commentaires visant aujourd'hui les Ukrainiens. En 1956 les Tatars sont officiellement réhabilités, en 1989 ils commencent à revenir. La Crimée a le droit à l'autodétermination et ne fait pas partie, historiquement, de la nation ukrainienne. Mais la condition première de son autodétermination serait la levée du pouvoir militaire qui la tient en main, et ce pouvoir s'appelle la base russe de Sébastopol.

Ce qui s'est produit cette semaine n'a strictement rien à voir avec l'autodétermination ni avec l'autonomie de la Crimée, ni avec aucun mouvement de masse en Crimée, c'est une pure opération militaire russe qui a deux fonctions. L'une, géostratégique, consiste à prendre une assurance sur l'avenir car il s'agit de garder le contrôle de la mer Noire. L'autre, sociale, politique, vise la poussée révolutionnaire en Ukraine. Il s'agit de la geler. Face à l'occupation de la Crimée, les forces politiques prétendant représenter « Maidan » se sont déjà divisées. Iatseniouk mobilise l'armée mais affirme que l'Ukraine ne ripostera pas, alors que Kliutschko appelle à une « levée en masse » pour se diriger vers la Crimée, qui n'est précisément pas l'Ukraine. L'un et l'autre utilisent la situation créée par l'agression russe pour appeler à l'état d'urgence, la discipline, tous à votre poste, tous au travail, que pas une tête ne dépasse. La menace de guerre vise, directement, la révolution, et étouffe la démocratie : c'est sa fonction. De même en Russie : un millier d'arrestations à Moscou.

Mais Poutine a fait déclarer par la chambre haute de la douma que les troupes russes pourraient intervenir n'importe où en Ukraine, et pas seulement en Crimée. Les manifestations à Donetzk, Kharkiv et quelques autres villes n'entraînent pas, à ce jour et à cette heure, les masses. 10 000 à Donetzk dont l'agglomération approche les 2 millions d'habitants. En même temps, ces manifestations ont une tournure non pas ukrainienne, mais russe, avec drapeaux russes, etc. Or c'est une erreur de penser que les « russophones » en Ukraine se sentent forcément russes, d'autant que la limite entre russophones et ukrainophones n'est pas une ligne fixe et précise, la plupart des gens parlant non seulement les deux langues, mais les mélangeant allègrement.

Pourtant, les premières mesures prises par le gouvernement provisoire de Kiev ont par elles-mêmes de quoi provoquer des soulèvements. Il est tout de suite tout à fait incapable de prendre quelque mesure sociale que ce soit, et menace de faire flotter la rhivna, ce qui conduirait à une inflation galopante. Il n'a donc pris que des mesures idéologiques, dont la plus stupide est certainement l'abrogation d'une loi récente, de 2012, permettant aux régions le souhaitant de donner au russe le statut de seconde langue officielle (cette mesure est présentée comme une interdiction de parler russe dans la propagande poutinienne et ses échos blogosphériques…). En fait, la suite logique de la première victoire populaire et démocratique ayant fait fuir Ianoukovitch et dissous les Berkuts et les titouchkis serait la mobilisation de tout le peuple ukrainien pour imposer les oligarques, prendre leurs fortunes pour calmer la misère du peuple dans l'urgence, et réaliser une vraie démocratie qui, comme le déclare le militant kiévien du groupe *Opposition de gauche* (http://gaslo.info/) Vitalyi Douline, exige l'élection de comités dans les localités et les entreprises et des élections parlementaires démocratiques réelles, et non pas des élections présidentielles au 25 mai.

Le processus de guerre s'affirme objectivement contre ce développement « naturel » de la révolution. D'autre part, la question stratégique-clef n'est plus tant celle de la Crimée que celle de l'Est ukrainien, le Donbass et Kharkov-Kharkiv. La Russie entraîne avec elle des secteurs de l'appareil d'Etat, notamment dans la flotte. Va-t-elle chercher à entraîner Etat et municipalités de l'Est ukrainien ? Ou ce basculement pourrait-il se produire de lui-même, les agressions de milices de Svoboda et de Pravyi Sector d'un côté de celles du Parti des régions oriental et du KPU de l'autre produisant un enchaînement vers la guerre civile ? Tout aussi dangereux que Poutine, dans ce développement éventuel, le récent et instable pouvoir ukrainien, s'il juge que la guerre peut seule lui permettre de se stabiliser (avant de voir, ensuite, à qui se vendre à nouveau…).

Telle est la situation au moment présent (dimanche 2 mars, 18 h.).

Que faire ?

Ni rire ni pleurer mais comprendre. Une force politique démocratique et révolutionnaire en Ukraine, dans le moment présent, et quiconque pense et réfléchit dans le monde sur l'Ukraine, qui est nôtre, ont quelques petites choses à dire.

D'abord, que la vraie et première urgence, c'est de faire payer les oligarques, de droite, de gauche, de nulle part, russophiles, europhiles, américanophiles, mafieux, et de consacrer ce qu'ils ont volé aux vrais besoins, à la répartition du travail pour tous, à la santé, à l'école, à l'environnement, à la culture.

Ensuite, que ce ne sont pas des élections présidentielles dont le peuple a besoin, car les présidents, on a assez donné. Il faut des élections à tous les niveaux, dans les lieux de travail comme au plan territorial, et à l'échelle du pays, une assemblée constituante avec le temps nécessaire à la formation de vrais partis et au libre débat politique. La vraie condition de la démocratie est que les oligarques rendent gorge : ils sont l'Etat, il faut donc détruire cet Etat, que ce soient les citoyens armés et organisés qui garantissent les élections libres.

La Crimée n'est pas l'Ukraine, mais elle n'est pas non plus la Russie. L'occupation de toute la Crimée par l'armée russe et la menace sur l'ensemble de l'Ukraine appellent la mobilisation des peuples : ukrainien, russe, tatar, pour la démocratie partout. La mobilisation de toute la nation ukrainienne n'est possible que par l'égalité des citoyens, quelles que soient leurs origines, leur langue et leur religion. La division fait le jeu de ceux qui veulent asservir l'Ukraine: les oligarques et leurs parrains de Moscou, de Berlin ou de Washington. Une nation ukrainienne unie et déterminée repoussera tout envahisseur.

C'est ainsi que l'on combat le fascisme et pas en proclamant qu'il est au pouvoir en Ukraine et en lançant des appels affolés à ce sujet, cela, c'est faire à la fois son jeu et celui de l'armée russe. A bas l'antisémitisme, le racisme et l'homophobie : pour une Ukraine démocratique, souveraine et indépendante.

Les partisans du changement social dans toute l'Europe doivent intégrer les exigences de la situation ukrainienne. Ni l'Union Européenne, ni l'union eurasienne, ne sont des unions des peuples par eux-mêmes et pour leurs intérêts et leurs besoins. L'union libre des nations souveraines, égales, fraternelles et émancipées, dans toute l'Europe Russie incluse, voilà le programme dont il faut mettre en débat les modalités. Voilà le but à atteindre contre l'OTAN aussi bien que contre l'armée russe.

Bien entendu, ces quelques mots ne sont pas une recette et les critiquer pour ce qu'ils ne sont pas serait ridicule. Ils sont une piste.

Vincent PRÉSUMEY
2 mars 2014

DES MOYENS CONVENABLES D'EXISTENCE ?

Il y a déjà pas mal d'années que les « chômeurs » sont devenus des « demandeurs d'emploi », les « sourds » des « mal-entendants », etc. Dans une enquête[1] récente de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) du ministère des Affaires sociales et de la Santé, la littérature statistique s'enrichit d'un nouveau concept : « les pauvres en conditions de vie ». Au risque de paraître vétilleux et mesquin, la découverte d'un « pauvre, riche en conditions de vie » eut été surprenante !

Selon l'enquête, *« Un ménage est dit "pauvre en conditions de vie" quand il cumule au moins huit difficultés dans les vingt-sept retenues regroupées en quatre domaines [...] contraintes budgétaires, retards de paiement, restrictions de consommation, difficultés de logement ».*

Cette définition comprend les ménages disposant des revenus les plus bas et principalement, les personnes dites « bénéficiaires » des minima sociaux dont le plus grand nombre perçoivent le revenu de solidarité active. Au passage, qualifier de « bénéficiaires » les titulaires d'une prestation sociale comme s'il s'agissait d'un rentier relève d'un déroutant sens de l'égalité.

Au-delà de cet aspect sémantique, l'enquête permet de prendre conscience du nombre de personnes concernées et du chemin qui les mène vers l'exclusion en dépit d'un système de protection sociale à la fois vanté par sa solidarité et dénigré par ses largesses.

L'enquête a été effectuée, par entretien direct, avec 8 450 personnes bénéficiant (fin 2011) d'un minimum social, selon un échantillon réparti entre les différents types d'allocation. Elle permet de mieux connaître la population qui compose les bénéficiaires des minima sociaux.

Le montant des minima sociaux obéit à des règles complexes, spécifiques selon la nature de l'allocation et la situation personnelle ou familiale de la personne concernée. Par simplification, le tableau ci-dessous donne le montant mensuel garanti des minimas sociaux pour une personne seule et le nombre total de bénéficiaires (sans considération de la composition familiale).

Nature de l'allocation	Minima garanti (31/12/2012)	Nombre bénéficiaires[2]
Revenu de solidarité active (RSA)	474.93 €	1 687 000
Allocation de solidarité spécifique (ASS)	475.01 € à 1 094.10 €	411 000
Allocation adultes handicapés (AAH)	776.50 €	997 000
Allocation minimum vieillesse	777.17 €	564 000
Total général toutes allocations confondues		3 834 000

Selon l'Observatoire des inégalités[3] : *«Un individu peut être considéré comme pauvre quand ses revenus mensuels sont inférieurs à 814 € ou 977 € selon la définition adoptée. »* Les bénéficiaires des minima sociaux apparaissent d'emblée en dessous de ce seuil et notamment pour les allocataires du RSA.

L'enquête montre que, dans 58 %, ces bénéficiaires de minima sociaux réduisent leur consommation au point d'évoquer des restrictions dans des domaines essentiels. Ce taux est deux fois plus élevé que celui des populations les plus modestes définies par l'INSEE. Ces privations portent prioritairement sur deux points.

- Le premier concerne naturellement, l'alimentation : 20 % des bénéficiaires de minima sociaux ont dû renoncer ou se priver, par manque d'argent, dans le domaine alimentaire. 10 % ont eu recours à l'aide alimentaire (colis alimentaires, distributions de repas, bons, tickets ou chèque repas)

Ce constat permet de comprendre l'augmentation du recours aux associations : *Les restos du Cœur*, *Le Secours Populaire Français*, etc.

- Le deuxième révèle les restrictions dans le domaine médical : 18 % ont renoncé à une consultation médicale et 29 % à des soins dentaires. Au-delà de l'aspect de santé physique, plus du tiers des bénéficiaires sont en détresse psychologique. L'enquête ne permet pas d'extrapoler sur l'ensemble des personnes concernées mais chacun peut mesurer les conséquences de cette « automutilation » sur les enfants. Outre ces restrictions, les bénéficiaires des minima sociaux sont amenés, pour ne pas dire contraints, à emprunter pour faire face généralement en urgence à des dépenses d'alimentation et de logement (loyer, électricité, eau, etc.). La solidarité familiale puis la sollicitation des amis jouent un rôle primordial mais ne permet pas d'éviter le recours aux banques. De ce fait, les situations de surendettement, d'interdictions bancaires ou de chéquiers sont fréquentes et cumulatives surtout pour les allocataires du RSA.

L'enquête prend aussi en compte les retards de paiements, étape avant le recours à l'emprunt. Pour le mois précédant l'enquête, 18 % des bénéficiaires de minima sociaux avaient des factures impayées : loyer, électricité, gaz, eau, téléphone (voire ? à la marge, des impôts). De ce fait, l'expulsion, la coupure (eau, gaz, électricité) restent de réelles menaces pesant sur les ménages.

Dans de telles situations cumulant des handicaps multiples, celui du logement devient un point névralgique d'exclusion. 20 % rencontrent des difficultés de logement : logement trop petit, dépourvu d'équipement sanitaire de base, surpeuplement. Ce constat montre l'échec de la loi sur le droit au logement opposable (DALO) de 2007 : sur 160 000 dossiers

prioritaires, 54 000 attendent toujours un logement. L'enquête permet de rapprocher la possession en bien durables des bénéficiaires de minima sociaux par rapport à la population en général.

Part des personnes ne disposant pas des principaux équipements en bien durables :

Équipement	Population générale	Minima sociaux
Lave-vaisselle	39.6	72.5
Véhicule (voiture, moto, deux roues)	12.1	42.8
Accès Internet	24.7	38.2
Magnétoscope	16.6	37.9
Ordinateur	21.2	34.1
Téléphone fixe	7.6	25.6
Téléphone mobile	10.4	12.7
Lave-linge	3.1	10.2
Télévision	2	5.7

Lecture : 39,6 % de la population générale ne possèdent pas de lave-vaisselle contre 72,5 % des bénéficiaires des minima sociaux.

Si l'absence d'un équipement n'est, peut-être pas à elle seule, d'une particulière gravité, le cumul constitue un handicap non seulement dans la vie quotidienne mais aussi dans les aspects relationnels et culturels pour tous les personnes composant le ménage. Ainsi l'absence de moyens de communication (ordinateur, Internet, téléphone, etc.) par sa fréquence est une mise à l'écart qui ne peut qu'être irrémédiablement préjudiciable notamment au développement des enfants déjà frappés par les restrictions dans le domaine de l'alimentation et des soins de santé. Compte tenu du nombre des bénéficiaires, l'enquête vient alimenter le débat sur le revenu de solidarité active. Cette promesse de campagne de Nicolas Sarkozy mise en musique, en 2008, par Martin Hirsch promu haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté. La machine à éviter et à sortir l'exclusion n'a pas fonctionné : un nombre important de travailleurs ne font pas la démarche pour le percevoir : 35 % pour le « RSA socle » (ex- RMI) et 68 % pour le « RSA activité » (pour favoriser la reprise de travail). Il n'est pas possible d'accuser une insuffisante information. Les critiques portent sur le niveau jugé trop faible du RSA socle et l'inadaptation du RSA activité. Sur ce dernier point, le versement d'une allocation modulée en fonction d'une reprise partielle d'activité n'est pas à elle seule suffisante : il faut de réels moyens pour réaliser des accompagnements personnalisés prenant en considérations qualification et formation et, comme le montre l'enquête de la DREES les conditions de vie (logement, moyens de transport…)

De plus, la mise en place du RSA a généré une bureaucratie intrusive, a provoqué le versement d'indus et donc dans un climat de soupçons de fraude, des remboursements qui viennent s'ajouter aux difficultés financières et bancaires des intéressés.

Au XXI[e] siècle, la France ne dispose toujours d'un système conforme à l'article 11 du Préambule de la Constitution : *« Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. »*

Gabriel FONTENOY

[1] Audrey Isel, *« Les conditions de vie des bénéficiaires de minima sociaux en 2012 : privations et difficultés financières »*, Etudes et résultats, DREES, n°871, février 2014.
[2] Bénéficiairess des minima sociaux en 2012. Source: www.inse.fr
[3] http://www.inegalites.fr/

LIVRES …

La Révolution fut une belle aventure

Des rues de Berlin en révolte aux mouvements radicaux américains (1918-1934) **Par Paul Mattick**

(L'échappée, 2013, 191 p.)

Paul Mattick (1904-1981) est parfois connu des lecteurs francophones comme un « théoricien » du communisme de conseils ou un analyste marxiste des crises. Une traduction de sa biographie d'Anton Pannekoek était parue dans la *Révolution prolétarienne* en 1962.Il restait inconnu comme militant et un livre autobiographique vient à point. Mattick n'a pourtant jamais écrit d'autobio-graphie. Le livre se compose de deux parties.

La première, passionnante, est un montage d'entretiens où l'on a ôté les questions. Laure Badier et Charles Reeve s'en expliquent clairement dans la postface. C'est la voix de Mattick qui raconte sa vie et ses luttes, de son enfance en Allemagne à son départ de Chicago vers New York en 1946 : la révolution allemande, l'émigration aux Etats-Unis en 1926, le mouvement des chômeurs.

Dans une deuxième partie, la forme interview a été conservée pour un entretien laborieux qui vire parfois un peu au dialogue de sourds.

Quelques passages y sont pourtant sympathiques, comme celui-ci : *« Nombre d'ouvriers que j'ai côtoyés possédaient de grandes qualités intellectuelles. Il était d'ailleurs surprenant de les*

découvrir, alors qu'ils vivaient des situations difficiles, où toute cette connaissance ne leur servait à rien. Personne ne pourra me faire croire que les ouvriers sont incapables de penser par eux-mêmes. Et pourtant, certains intellectuels continuent de l'affirmer parce qu'ils ne les acceptent pas vraiment ; ils vont vers eux, mais ne les prennent pas au sérieux. »

Toute sa vie, Paul Mattick aura été un ouvrier – un « vrai », un ouvrier d'usine – un père de famille, un militant très actif et un auteur fécond.

Militants contre la guerre 1914-1918 par Julien Chuzeville (Spartacus, 136 p.)

Auteur d'un DVD sur René Lefeuvre et de la première biographie de Fernand Loriot, Julien Chuzeville consacre son nouveau livre aux militant-e-s ouvriers, socialistes, syndicalistes et libertaires, qui ont refusé l'Union sacrée pendant la première guerre mondiale, surtout au *Comité pour la reprise des relations internationales*, qui déploya une activité considérable (rien qu'en brochures et tracts clandestins) sous un régime de censure et de répression. Alors qu'on célèbre cette année le centenaire de 1914, bien peu d'efforts semblent s'intéresser à cette réalité, si ce n'est une exposition sur les « fusillés pour l'exemple » à Paris, fusillés dont la réhabilitation se fait toujours attendre. Julien Chuzeville a bien été invité à un colloque à l'Institut historique allemand à Paris en janvier dernier, mais il était le seul sur cette thématique. En remontant plus loin, guère plus de mobilisation éditoriale.

Les éditions « Les Bons caractères » avaient eu l'heureuse idée de rééditer en 1993 *Le Mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale* de Rosmer, qui comme on le sait reste définitivement inachevé, mais cette réédition semble déjà épuisée ; les Editions de l'Epervier ont plus récemment publié les documents du procès Liebknecht.

On regrettera peut-être que Julien Chuzeville n'ait pas assez dressé, dans un format qui eût certes été plus volumineux, quelques portraits de ces militant-e-s exceptionnel-le-s, pour mieux incarner auprès des jeunes lecteurs cette génération de militant-e-s dévoué-e-s à leur cause, dans ce « refus de parvenir » à l'inverse de tout engagement bureaucratique carriériste.

Ce sont de tels militant-e-s qu'on retrouvera notamment dans le noyau fondateur de la *Révolution prolétarienne* en 1925, et l'auteur va même plus loin :

« *La Révolution prolétarienne*, dont les principaux fondateurs furent Monatte et Rosmer, incarnera au travers des luttes de l'entre-deux-guerres la continuité morale du Comité ».

Stéphane JULIEN

Les Prédateurs du béton (Enquête sur la multinationale Vinci) Par Nicolas de la Casinière

(Libertalia, Coll. « A boulet rouges », 2013, 106 p)

Figurant parmi les leaders mondiaux du BTP, le groupe Vinci regroupe plusieurs dizaines d'entreprises, en France et à l'étranger, et intervient dans la concession de services publics des transports et de l'énergie avec un discours lénifiant sur le « développement durable ».

Qu'il prenne une autoroute, se gare dans un parking, fréquente un aéroport, cherche à se loger ou travaille dans un bureau, le consommateur a peu de chance d'échapper à Vinci et de lui verser son obole, tant il quadrille et enserre notre vie quotidienne.

Pourtant, cette multinationale vorace et tentaculaire est contestée sur plusieurs fronts, en particulier comme concessionnaire du projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes, en France, et de l'autoroute de la forêt de Khimki, entre Moscou et Saint-Pétersbourg, en Russie.

En synthétisant les informations sur ce mastodonte de l'oligarchie, l'auteur fournit les premières armes de la critique pour s'attaquer aux nouvelles féodalités.

Louis SARLIN

De Bernanos à Guy Debord

On ne se reconnaît plus dans ce monde géré par des ordinateurs ! On ne comprend plus rien et on ne cherche plus trop à comprendre. C'est une situation complètement inédite qui s'est instaurée vers la fin du XXe siècle. La machine tend à remplacer définitivement l'homme.

Prenons des exemples sur la formidable propagande développée par Internet, que je considère comme une invention monstrueuse, qui va à l'encontre de toute attitude humaniste. Ainsi s'accomplit la prophétie de Guy Debord, à qui tant d'auteurs font référence aujourd'hui. Et celle de Bernanos. Il aurait suffi d'être attentif à la lecture des grands auteurs, mais on sait dans quel pitoyable état agonise l'Education Nationale. On a supprimé l'histoire et la quasi-totalité de la littérature, qui est remplacée par des notices d'emploi. Qu'on ne s'étonne donc pas de voir tous ces bavards incultes sur le petit écran. Le petit écran, le bien nommé, est devenu ridicule, dérisoirement petit. Il ne donne plus guère que des combines pour acheter moins cher.

Alors, enfonçons le clou ! Et d'abord Georges Bernanos, écrivain, essayiste chrétien. Je suis plutôt étranger à la culture judéo-chrétienne. Par formation, par habitude, par hébétude. Mais j'ai été sauvé par mon métier. On ne peut pas être enseignant en lettres et ignorer les mouvements littéraires liés aux croyances religieuses. Ce serait jeter aux orties plus de 90% des textes français.

Bernanos est un esprit libre. Il n'hésite pas à faire l'éloge de Céline (« 70 critiques du Voyage au bout de la nuit »), avec cet argument : « Dieu a créé Céline pour qu'il fasse scandale ». Et peu m'importe qu'il ait dit le plus grand bien de Drumont dans « La Grande peur des bien pensants ». Bernanos a refusé à quatre ou cinq reprises la Croix de la Légion d'honneur. Il a refusé d'entrer à l'Académie Française, pourtant proposé par de Gaulle.

Venons-en aux « robots ». Le mot n'est peut-être pas le meilleur. Mais Bernanos, dès 1947, constate que la liberté de l'homme est réduite par le développement du machinisme. Il s'élève contre ce qu'il appelle « l'idolâtrie anglo-saxonne » pour l'univers de la technique. Déjà, vingt ans avant mai 68, il voit arriver les gadgets qui ne correspondent pas nécessairement aux besoins des hommes. Qui vont aller dans le sens d'un plus grand confort matériel et intellectuel. Mais est-ce un progrès cette course à l'immobilité de l'esprit ?

Mieux, ou pire encore : Bernanos dénonce la loi du profit, fondé en priorité sur l'argent et il entraperçoit la « délocalisation ». Il annonce la ruine des familles, déportées à des milliers de kilomètres pour économiser « deux centimes » sur une tonne de marchandise. Il annonce la ruine de la sociabilité et de la pensée.

Et, ce n'est pas un paradoxe, mais Bernanos dit à peu près la même chose que dira plus tard Guy Debord dans le « Panégyrique » et surtout dans « In girum imus nocte et consumimur igni ». Un palindrome qui se lit donc de droite à gauche et de gauche à droite. Debord le traduit ainsi : « Nous tournons tous en rond et nos désirs sont sans fin ». Ce qui réduit à néant le sens de l'histoire, puisque les révolutions sont sans cesse recommencées. Mais retenons ce qui concerne la phase provisoire de l'histoire dans laquelle nous vivons. Il constate que nous devons faire tout nous-mêmes. Je préfère donner la parole à Debord lui-même, car, si tout le monde en parle, personne ou presque ne le cite jamais. Voici un passage particulièrement significatif : *« Le caractère illusoire des richesses que prétend distribuer la société actuelle…serait suffisamment démontré par cette seule observation que c'est la première fois qu'un système de tyrannie entretient aussi mal ses familiers, ses experts, ses bouffons. Serviteurs surmenés du vide, le vide les gratifie en monnaie à son effigie. Autrement dit, c'est la première fois que des pauvres croient faire partie d'une élite économique, malgré l'évidence contraire. »*

Lors des « débats » télévisés, nous n'entendons que des chiffres invérifiables, mais les chiffres se suffisent à eux-mêmes. Des affirmations péremptoires selon lesquelles nous vivons beaucoup plus longtemps qu'il y a un siècle. On appelle cette survie « l'espérance de vie ». Un de ces bavards de plateaux télévisés (émission de Frédéric Taddeï, un des meilleurs et ce n'est pas de l'ironie…), annonçait que bientôt nous allions vivre 150 ou même 300 ans. Tout était mieux, en 2014 ! Avec les progrès de la médecine, on deviendrait immortels.

Et puis surtout on ne sentait plus la « merde » (sic), ni le fumier des vaches, on ne sentait d'ailleurs plus grand-chose. Ces imbéciles (le mot est de Bernanos, pour désigner charitablement les universitaires) savaient qu'on était beaucoup plus heureux en 2014 qu'en 1914 ! Et là, ils n'avaient pas complètement tort. L'ennui, c'est qu'ils généralisaient leur raisonnement au monde entier. Ils prétendaient que les guerres avaient disparu, la pauvreté aussi, bref, tout allait mieux, sauf qu'on voit des millions de chômeurs, y compris en France, des travailleurs qui vivent sous la tente, des mendiants dans les beaux quartiers, des villages sans habitants, mais tout est beau. On refait les façades, on a étalé le « mobilier urbain », on s'empoisonne avec les aliments trafiqués, on est conduit malgré soi vers des emplois du temps obligatoires. On roule enfermés sur des autoroutes payantes, on stationne dans des parkings payants, et pour finir, le grand concours des « seniors ». C'est à qui agonisera le plus longtemps dans la maison de retraite, histoire de montrer aux défenseurs de la société du spectacle que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Et, paradoxe ! Dans cet univers incolore, inodore et sans saveur, j'ai eu l'impression que ces ganaches de pacotille sentaient très mauvais.

Elles sentaient l'injustice, elles sentaient l'égoïsme, elles sentaient la guerre chez les peuples que nous opprimons.

Et j'ai fait mien ce regret du cinéaste Chris Marker, qui disait : « La guerre a une odeur. Il faudrait inventer le cinéma olfactif. »

A cause de cette absence de saveurs, de cette absence de parfums, de cette absence de couleurs, de cette absence tout court, on ne sait plus grand-chose, finalement. Heureusement qu'on a des artistes et des hommes qui pensent encore un peu. Et pour combien de temps ?

Les hommes sont désormais complètement déracinés. Ils pourraient relire au moins ***l'Enracinement*** de Simone Weil.

Rolland HENAULT

L'histoire sociale perd Anthony Lorry

La nouvelle abrupte de la mort d'Anthony Lorry, le 5 janvier 2014, a frappé de stupeur le petit monde de l'histoire sociale, et plus particulièrement sa sensibilité libertaire.

Anthony était, depuis 1998, bibliothécaires au Cedias-Musée social, à Paris 7e. Il aimait en faire partager les trésors, et bon nombre d'étudiants et de chercheurs de tout acabit se souviendront de sa disponibilité, de sa jovialité et de son professionnalisme décontracté.

Pour les rédacteurs du *Maitron des anarchistes,* un projet auquel Anthony participait activement, se rendre au Cedias, c'était aussi la perspective de se glisser dans son étroit bureau. Là, coincé entre les piles de vieux bouquins et les montagnes de dossiers, sous les yeux pochés du vieux Bakounine, on s'autorisait volontiers une demi-heure de discussions passionnées, sourire en coin. On passait en revue les débats du moment ; on discutait sur le syndicalisme révolutionnaire de jadis et d'aujourd'hui ; on ressuscitait Émile Pouget, Pierre Monatte, Georges Yvetot et bien sûr Fernand Pelloutier, auquel il avait consacré un site web très documenté.

Anthony était né le 4 décembre 1972 à Clichy-la-Garenne. Libertaire, il était toutefois toujours resté à la lisière du militantisme organisé. Après avoir demandé son adhésion à *Alternative libertaire* au milieu des années 1990, sans concrétiser, il avait rejoint la CNT et plus précisément sa revue, *Les Temps maudits,* jusqu'en 2004.

C'est dans le cadre professionnel, en tant qu'historien, qu'Anthony s'était montré le plus actif, voire suractif, se démultipliant pour participer à de nombreux projets.

En 1995, sous la direction de Jacques Girault, il avait rédigé un mémoire sur les anarchistes et les syndicats en banlieue nord de Paris, entre 1880 et 1912. Refusant de faire son service militaire, il avait ensuite travaillé pendant dix-huit mois comme objecteur de conscience au Cedias, à l'invitation d'une grande dame de l'histoire sociale, Colette Chambelland. Embauché par la suite, c'est là qu'il œuvrait depuis, en binôme avec Michel Prat. Il avait notamment beaucoup travaillé à l'informatisation du Cedias, puis au programme de numérisation de certaines collections, au sein du « Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale » (Codhos). Il avait également aidé la Société d'études jaurésiennes, la Société d'économie et de sciences sociales et la revue *Mil neuf cent* (ex-*Cahiers Georges Sorel*) à se doter d'un site web.

Outre le syndicalisme révolutionnaire, auquel il avait consacré plusieurs études, Anthony s'intéressait beaucoup à l'économie sociale. Le Cedias a accueilli, en 2005, les archives de la « Fédération nationale des coopératives de consommation », et il s'était beaucoup impliqué dans la valorisation de ce fonds, estimant qu'il y avait là des aspects méconnus du mouvement ouvrier à explorer.

Le 10 janvier, plus d'une centaine de personnes étaient présentes à ses obsèques, à Herblay, où il vivait. Il reposera à Fontenay-sur-Conie (Eure-et-Loir), le village de sa famille, auquel il était très attaché. L'équipe du *Maitron des anarchistes* tient à témoigner toute sa solidarité et sa tristesse à ses amis, sa famille, sa compagne et ses enfants. Le Cedias-Musée social envisage d'organiser une journée hommage et le *Maitron des anarchistes,* qui paraîtra le 1er mai, lui sera dédié. (***L'équipe du Maitron des anarchistes***)

http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article152108 et http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article152159

Dans le prochain numéro de la RP, un article sera consacré à la genèse et au contenu du *Dictionnaire Maitron des anarchistes.*

In memoriam Marc Blondel

Nos Amis de la Libre Pensée nous ont adressé le communiqué suivant. Nous n'oublions pas combien de liens historiques nous lient à la CGT-FO, en particulier l'attachement à l'indépendance du mouvement syndical. C'est dire combien nous partageons leur tristesse.

La Fédération nationale de la Libre Pensée a appris la triste nouvelle : notre Président **Marc Blondel** est décédé, il est passé à l'Orient éternel le dimanche 16 mars 2014. A Josiane sa femme, notre amie et camarade, à ses filles et petits enfants, la Libre Pensée adresse ses condoléances attristées et leur fait part de sa peine profonde dans cette douloureuse épreuve. Elle leur assure de sa totale solidarité.

Marc Blondel a toujours été fier de ses appartenances et de ses engagements dans toute la diversité de sa personnalité. Rien n'était sous le boisseau. Avant tout, il était un militant syndicaliste, c'était le seul titre de « *gloire* » qu'il s'accordait. Il a toujours refusé les décorations.

La seule qu'il portait toujours était son écharpe rouge qui était sa marque. Nous serons nombreux à la porter en hommage à notre camarade, notre ami, notre Frère.

Il était un militant syndicaliste et le syndicat était Marc Blondel. Il a été un grand responsable syndicaliste qui a donné ses lettres de noblesse à son organisation syndicale : la CGT-Force Ouvrière.

Chacun se souviendra de son attachement viscéral à la défense de la Sécurité sociale. C'était pour lui la marque de la dignité pour les travailleurs.

Quand il a laissé sa charge de Secrétaire général de la CGT-Force Ouvrière en 2004, fonction qu'il avait occupée depuis 1989, il a accepté d'être le Président de la Fédération nationale de la Libre Pensée.

Il a apporté à notre association toute son énergie, sa culture, son talent, ses qualités, ses relations. Il nous ouvert bien des portes. Il a apporté une contribution décisive au rayonnement de la Libre Pensée.

Internationaliste dans ses gènes, il a participé à la constitution de l'Association Internationale de la Libre Pensée. Il était avec nous à Oslo pour sa fondation. Sa grande expérience des relations internationales nous a été très utile. Quand il s'engageait, il ne ménageait pas sa peine.

« *Rebelle* », voici ce qu'il était profondément. « *Rebelle* » nous le resterons en restant fidèles à ses combats.

La Fédération nationale de la Libre Pensée s'incline devant la vie, l'action, les combats, les engagements de notre camarade Marc Blondel. - 17 mars 2014

Hommage à Jean Métellus

Par Anne-Marie METELLUS

Né le 30 avril 1937 à Jacmel Haïti, Jean Métellus effectue ses études secondaires puis enseigne pendant deux ans les mathématiques au lycée Célie Lamour, dans sa ville natale. Contraint à l'exil par la dictature de François Duvalier, il arrive en France en 1959 où il entreprend des études de médecine et commence à écrire.

Docteur en médecine et docteur en linguistique, neurologue spécialiste des troubles du langage, il exerce à l'hôpital, organise des congrès, écrit de nombreux articles scientifiques et des essais.

Encouragé par Maurice Nadeau, André Malraux et Aimé Césaire, Jean Métellus s'est fait connaître comme poète dès son premier recueil *Au Pipirite chantant* où il célèbre son île natale, la beauté de sa nature, la vitalité de ses habitants et plus particulièrement des paysans. Il a écrit plus de vingt recueils de poèmes, plus de dix romans dont l'intrigue se situe en Haïti ou en Europe. Auteur de pièces de théâtre dont *Anacaona* mise en scène au théâtre de Chaillot par Antoine Vitez, il a aussi écrit des essais dans lesquels Haïti tient la première place. Dans *Haïti, une nation pathétique,* il confie « Émigré haïtien, je n'ai jamais quitté Haïti, et Haïti ne m'a jamais quitté ».

De nombreux prix – le Grand Prix International Léopold Sédar Senghor de Poésie de langue française (2006), le Grand Prix de Poésie de la S.G.D.L (2007), le Grand Prix de la Francophonie de l'Académie française (2010) – ont salué l'œuvre d'un homme hanté par l'histoire de son pays natal, par son présent douloureux, par un avenir qu'il voulait meilleur.

Attentif aux diverses manifestations de la vie, Jean Métellus, un homme libre traversé par l'angoisse de nuits sans sommeil mais prêt à repartir vers la lumière chaque matin, laisse une œuvre foisonnante, lyrique, tragique, émouvante, profondément humaine.

A celui qu'on n'oublie pas quand on l'a simplement rencontré

Par Olympe BHÊLY-QUENUM

Nous nous étions rencontrés par hasard puis revus plus d'une fois et nous nous connaissions.
L'annonce de son décès dans *La Croix* et *L'Humanité*, que je lis m'a tellement chagriné que j'ai téléphoné à sa famille, pour exprimer mon amitié et ma tendresse pour Jean.
Je voudrais, ici, dire ce qui m'avait d'abord frappé chez lui, lors de notre première rencontre à la librairie Présence Africaine ; il semblait écouter sans prendre part aux conversations; quand j'arrivai la libraire me salua en appelant mon nom et Metellus se retourna ; l'air flegmatique, il dit d'une voix dont le timbre aussi calme que doux fit écarquiller mes yeux.
- Quelle surprise et quel plaisir de vous rencontrer, dit-il.

Ne comprenant pas le pourquoi de cette surprise et ce plaisir, je lui demandai son nom.

- Ce n'est pas l'essentiel, mais… Jean Metellus, dit-il.

- Tiens ! *Au pipirite chantant,* Tchicaya U Tam'Si m'a fait découvrir votre poème ;
c'est aussi magnifique que poignant ; j'aimerais connaître le pays de Toussaint Louverture.
Un sourire discret irradia sur son beau visage long ; il baissa la tête et dit comme s'il murmurait :

- Le Dahomey, votre pays, était celui de Toussaint Louverture.

... Il y eut d'autres rencontres : Césaire, Senghor, Léon Gontran Damas et René Depestre occupèrent nos conversations ; je changeai de registre en évoquant Pouchkine ; impossible de damer le pion à Jean d'une culture immense ; il était admirable et séduisant. Nous nous sommes revus çà et là : à Sainte-Marie de la Mer depuis que ma femme et moi avons quitté la région parisienne pour le sud de la France.

En 2007, une lettre de Jean Métellus. Pas une lettre mais la commande d'un livre autoédité. Un mois plus tard il m'appela, me parla longtemps, insistant sur des détails, *« des choses et des cas qui existent sous d'autres aspects à Haïti. »*
Je garde de lui le souvenir d'un homme sensible, sympathique, très attachant, vraiment bon.

Adieu, mon très cher Jean, celui que tu appelais « l'aîné » est profondément triste que tu sois parti si jeune.

Bibliographie
(sélective)

Poèmes

Au Pipirite chantant (Ed. Maurice Nadeau, 1978, 1995)

Hommes de plein vent (Silex 1981, Nouvelles du sud, 1992, Ed. Janus 2011)

La peau et autres poèmes (Seghers, 2006)

Jacmel, toujours (Ed. Janus, 2007)

Voix nègre, voix rebelles, voix fraternelles (Le Temps des Cerises, 2007)

Braises de la mémoire (Ed. Janus 2009)

Souvenirs à vif (Ed. Henry/Ed. Janus, 2011)

Empreintes (Ed. Janus 2013)

Romans

Jacmel au crépuscule (Gallimard, 1981)

La famille Vortex (Gallimard, 1982)

Une Eau-Forte (Gallimard, 1983)

La Parole Prisonnière (Gallimard, 1986)

La Vie en Partage (Desclée de Brouwer, 2000)

Toussaint Louverture, Le Précurseur (Le Temps des Cerises, 2004)

Théâtre

Anacaona (Hatier, 1986, Hatier International, 2002)

Colomb (Ed. l'Autre Mer, 1992)

Toussaint Louverture (Hatier International, 2003)

Essais

Haïti, une nation pathétique (Denoël, 1987, Maisonneuve et Larose, 2003)

Voyage à travers le langage (Ortho-Edition, 1996)

Vive la Dyslexie ! (en collaboration avec B. Sauvageot, Laffont, 2002)

Des maux du langage à l'art des mots (Entretiens avec F. Naudillon, Ed. Liber, Montréal, 2004)

III. La révolution bolivarienne

En 1999, quelques semaines avant la prise de pouvoir d'Hugo Chavez à la présidence, l'écrivain colombien Garcia Marquez, Prix Nobel de littérature 1982, rencontra le futur président du Venezuela à bord d'un avion les menant de La Havane à Caracas. Chavez avait déjà tenté de prendre le pouvoir en 1992. Aussi, avait-il la réputation d'un de ces nombreux militaires putschistes sud-américains prêts à prendre le pouvoir pour s'enrichir et livrer leur pays aux multinationales. C'est d'une toute autre personnalité que le Prix Nobel fit connaissance.

« Le jeune colonel créole, coiffé de son béret rouge de parachutiste et avec son admirable aisance d'élocution, assuma l'entière responsabilité du mouvement. Son allocution à la télévision fut un triomphe politique. Il passa deux années en prison avant d'être gracié par le président Rafael Caldera. Cependant, nombre de ses partisans – et de ses adversaires – avaient compris que son discours, au moment de la défaite, était le premier d'une campagne électorale qui allait le conduire à la présidence de la République, qu'il assumera en 1999.

Le président Hugo Chavez me racontait cette histoire, il y a quelques semaines, dans l'avion des forces aériennes vénézuéliennes qui nous conduisait de La Havane à Caracas. Nous nous étions rencontrés pour la première fois trois jours auparavant à La Havane, lors d'une réunion avec les présidents Fidel Castro et Andrés Pastrana, de Colombie. Ce qui m'impressionna d'emblée chez ce personnage fut la puissance que dégageait son corps de granit. Il avait la cordialité spontanée et la grâce créole d'un Vénézuélien de souche. Nous avions tous deux tenté de nous revoir sans y parvenir à cause de nos emplois du temps respectifs ; c'est donc dans l'avion pour Caracas que nous avons pu nous entretenir de ses actions et de ses projets. »

Chavez vrai révolutionnaire ou simple dictateur ?

Chavez, pur produit du peuple vénézuélien, parlant le créole, lui raconta sa jeunesse, sa volonté de s'instruire et d'être un tout bon sportif – il fut un excellent joueur de base-ball – ses débuts à l'armée, son admiration pour Bolivar, sa vision politique. Au terme de cette conversation, l'auteur de ***Chronique d'une mort annoncée*** conclut : *« L'avion atterrit à Caracas vers 3 heures du matin. Je regardais par le hublot le lac de lumières de cette ville inoubliable. Avec une accolade caribéenne, le président prit congé de moi. Tandis que je le voyais s'éloigner, entouré de ses gardes militaires décorés, je fus saisi par l'étrange sensation d'avoir voyagé et conversé avec plaisir avec deux hommes fort distincts. L'un, auquel la chance obstinée offrait la possibilité de sauver son pays. Et l'autre, un illusionniste, qui pouvait bien rester dans l'histoire comme un nouveau despote. »*

Hugo Chavez, aujourd'hui disparu, laisse en effet ce sentiment ambigu. Fut-il un vrai révolutionnaire ou un simple dictateur ? En tout cas, Chavez a profondément changé son pays. En dépit d'une opposition farouche et violente de la droite puissamment aidée par les USA, il a chaque fois remporté les scrutins qui n'ont jamais été remis en question par les contrôleurs internationaux.

Il a surtout – et c'est là-dessus que nous insistons – laissé sa marque dans toute l'Amérique latine. Hugo Chavez fut le premier homme d'Etat après Salvador Allende à avoir tenté de changer profondément ce qu'on appelle le « sous-continent » gangrené par le sous-développement et la misère, souillé par les cartels de la drogue, placé sous l'insolente et ravageuse domination des multinationales, mis sous tutelle par le puissant empire du Nord, les Etats-Unis.

Il a incontestablement réussi à entamer un processus de libération qu'on appelle la révolution bolivarienne. De quoi s'agit-il au juste ?

En 1999, au début du gouvernement bolivarien, la société vénézuélienne, comme dans la plupart des pays latino-américains, est purement « libérale » capitaliste. Les relations humaines sont purement mercantiles, la classe politique était démonétisée après quarante années de pillage des ressources. La couverture sociale était réduite à sa plus simple expression. La misère du plus grand nombre côtoyait l'opulence de quelques-uns.

La révolution bolivarienne a commencé par un processus nationaliste. En effet, l'économie du Venezuela et sa situation géopolitique relevaient d'un système colonialiste dominé par les USA. Le nationalisme bolivarien s'inspire de Bolivar, Chavez se réfère à sa pensée et à son œuvre ; avec tous ses compagnons ils reconnaissaient dans l'arbre aux trois racines - Bolivar, Zamora et Rodriguez - l'essence du projet de nation à reconstruire. L'opposition aux gouvernements des classes dominantes et à la vente de la patrie à des intérêts étrangers qu'ils avaient réalisée a constitué une source d'inspiration pour reprendre la geste libératrice.

Hugo Chavez n'était pas un homme à la pensée figée. S'il a débuté par le nationalisme pour libérer son pays de la tutelle étatsunienne et des multinationales, s'il s'estimait avant tout révolutionnaire, il n'a pas tout de suite pensé à instaurer une société plus solidaire. La situation était en effet catastrophique. Le pays était ruiné et l'austérité régnait. Le peuple, bien entendu, grondait. Chavez était entouré de ministres et de militaires qui l'isolaient. Il dut s'en débarrasser et revoir sa politique. Il songea même à la fameuse troisième voie de Tony Blair ou d'un « capitalisme à visage humain ». « Solutions » qu'il rejeta aussitôt.

Les débuts du « chavisme »

Les débuts de la politique chaviste furent tout sauf révolutionnaires. Mais, Chavez a introduit une forme de gestion tout à fait nouvelle : ce n'est plus le gouvernement qui règle seul les problèmes des communautés ; c'est la communauté organisée qui gère des projets élaborés de façon collective, après avoir réalisé le diagnostic des besoins les plus pressants. Le secteur public accompagne et anime, les communautés exécutent les travaux, en font le suivi et assurent le contrôle social.

De plus, le pays a commencé à changer. Le temps du processus constituant (1999) a réveillé la ferveur nationale pour débattre de son destin. La participation a commencé à prendre sa place et la courte expérience gouvernementale a commencé à porter ses fruits par la maturation des cadres de la révolution. C'est cela la révolution bolivarienne.

En 2001 sont promulguées les lois dites habilitantes. Deux d'entre elles touchent le cœur de la structure politico-idéologique : la loi sur la terre et celle sur le pétrole. Avec ces lois s'ouvrit le débat sur le contrôle des moyens de production les plus importants dans la tradition économique vénézuélienne, l'exploitation pétrolière et le régime latifundiste.

En effet, l'empire nord-américain se méfiait du leader bolivarien, surtout quand ce dernier entreprend une sorte de croisade pour retrouver la cohésion de l'OPEP et ainsi composer l'équilibre mondial de la production de pétrole et son échelle des prix. Les intérêts de l'Empire commencent à se voir atteints. Et il ne manquera pas de réagir.

Une conspiration tente de renverser le gouvernement Chavez en 2002. Elle échoue. Mais plusieurs de ses « proches » ont rallié les insurgés. Aussi, Chavez décide qu'il est temps de se débarrasser de ses poids morts. Il renforce ses liens avec Cuba. Aussitôt se mettent en place des cellules locales destinées à lutter contre les ravages et l'inefficacité de l'Etat corrompu et bureaucratique.

Cette expérience amena l'intérêt du monde progressiste pour le processus bolivarien, les doutes sur le militarisme, le réformisme et le populisme se dissipent, la révolution bolivarienne est considérée comme une réponse efficace et démocratique à l'ultralibéralisme.

Le culte de la personnalité

Hugo Chavez fort de sa nouvelle réputation et de ses victoires politiques internes, consulte en 2004 le peuple par voie référendaire telle que prévue dans la constitution vénézuélienne pour entériner la révolution bolivarienne. Une nouvelle phase s'engage. Le processus révolutionnaire s'affine et s'étend. Un nouveau modèle d'organisation sociale se met en place. Et il fonctionne. Des mois plus tard, à Porto Alegre, à l'occasion du Forum social mondial de 2005, Chavez définit la révolution bolivarienne comme socialiste. Une proclamation socialiste et anticapitaliste qui surprend tout le monde, surtout parce qu'on l'estime prématurée. Des réussites notoires sont à noter : le salaire minimum est passé de 100 bolivars (16 dollars) en 1998 à 2 047 bolivars (330 dollars) en 2012. C'est le plus haut « SMIC » de l'Amérique du Sud. Le PIB par habitant est passé de 4 100 dollars en 1998 à 10 810 dollars en 2011. La campagne d'alphabétisation a permis à 1,5 million de Vénézuéliens d'apprendre à lire et à écrire au point que l'UNESCO a considéré que l'analphabétisme a été éradiqué dans ce pays. Le nombre d'enfants scolarisés est passé de 6 millions en 1998 à 16 millions en 2011. Des universités ont été construites, des hôpitaux ont été ouverts, etc.

Malheureusement, cette révolution a un point faible. Elle est inefficace à lutter contre un des principaux fléaux sévissant aux Venezuela et aussi dans d'autres pays d'Amérique latine : la violence et la délinquance.

En outre, une des principales critiques faites à la révolution bolivarienne chaviste fut le culte de la personnalité développé par Hugo Chavez lui-même. C'est sans doute une explication de l'actuelle faiblesse du pouvoir bolivarien dirigé par son successeur Nicolas Maduro, qui n'a pas son charisme, mais qui tente de se perpétuer.

Il parvient à résister au mouvement insurrectionnel manifestement inspiré des USA qui essaie de le renverser par la force de la rue. Peinant à mobiliser la population, ce mouvement n'a pas encore réussi à s'imposer, mais il constitue le principal danger pour l'expérience bolivarienne. Et Maduro a fini par utiliser l'arme de la répression, ce que Chavez ne fit jamais avant lui. Aussi, l'avenir s'annonce incertain.

La révolution bolivarienne est internationaliste

Néanmoins, signe encourageant, malgré la campagne des médias occidentaux, le pouvoir bolivarien obtient des appuis d'autres pays d'Amérique latine. Le 7 mars 2014, la nouvelle présidente du Chili Michelle Bachelet a déclaré sans ambages : *« Nous n'appuierons jamais un mouvement qui refuse le résultat des élections et cherche à renverser par la violence un gouvernement élu librement et démocratiquement »*. La présidente argentine Cristina Fernandez rappelait le 1er mars que *« indépendamment des idées, nous devons défendre la démocratie et condamner la tentative de coup d'État contre la République Bolivarienne »*.

Comme l'écrit Thierry Deronne dans « Le Grand Soir » http://www.legrandsoir.info : *« C'est un fait : alors que la plupart des présidents et des mouvements sociaux d'Amérique Latine rejettent l'insurrection de l'extrême droite au Venezuela, les journalistes occidentaux sont passés en quarante ans de la dénonciation du coup d'État contre Salvador Allende à la justification – active ou conformiste – du plan qui visait à renverser un gouvernement qui a "organisé*

19 scrutins en 14 ans" (Dilma Roussef, Bruxelles, 24/2/2014). Serait-ce parce que l'irruption du suffrage universel dans les sociétés latino-américaines porte au pouvoir des politiques qui s'émancipent du dogme du libre marché ? Ou l'inculture historique et le formatage qui règnent dans les écoles de journalisme ? Quarante ans de concentration privée des médias et d'involution idéologique font que la majorité des journalistes occidentaux sont devenus capables d'oublier les décisions des électeurs, de faire des paramilitaires ou des militants d'extrême droite des "combattants de la liberté", et d'un État qui ose défendre les institutions démocratiques un "État répressif" »

Ce soutien au pouvoir bolivarien n'est pas un hasard. L'inspirateur de Chavez, Simon Bolivar, rêvait d'une nation latino-américaine qui aurait pu construire une société basée sur les idées des Lumières. Cette volonté d'unification fut celle du Vénézuélien qui savait très bien qu'il ne pouvait atteindre ses objectifs à long terme, s'il ne pouvait l'étendre, ou mieux, y associer d'autres pays. Et on s'aperçoit que là aussi, il s'agit de s'opposer au projet étatsunien de l'ALCA visant à créer une vaste zone de libre-échange des Amériques allant de l'Alaska à la Terre de Feu.

L'alliance entre la bourgeoisie industrielle et du mouvement ouvrier

Les Brésiliens João Paulo Rodrigues militant du Mouvement des sans-terre (MST) brésilien et Rubens Barbosa, ambassadeur de son pays à Londres puis à Washington, de 1994 à 2004 se sont associés. MST a pour objectif le *« renversement du néolibéralisme au profit d'un système économique plus solidaire »,* et M. Rodrigues identifie une urgence : l'intégration régionale.

De son côté, l'ambassadeur Barbosa rêve que son pays *« transforme sa géographie en réalité politique ».* Or l'Amérique latine constitue, selon lui, *« l'arrière-cour du Brésil, l'espace naturel d'expansion de ses entreprises ».*

Depuis le rêve d'unité du *Libertador* Simón Bolívar, de nombreuses initiatives ont tenté de promouvoir la collaboration des pays latino-américains, leur intégration dans un ensemble plus vaste, aux contours variables selon les objectifs : luttes pour l'indépendance au XIXe siècle, industrialisation de la région après la Seconde Guerre mondiale, alignement néolibéral au cours des années 1990.

Cette alliance des contraires démontre l'ambiguïté politique en Amérique latine. Tout oppose Rodrigues et Barbosa. Et pourtant, cet objectif commun d'intégration suffit à les associer.

Armando Boito Júnior, professeur de science politique à l'université d'Etat de Campinas (Unicamp) explique : *« Il s'agit d'un projet mis en mouvement par des forces politiques antagonistes, avec des intérêts contradictoires. Mais, pour l'heure, les priorités des uns et des autres s'avèrent compatibles, voire convergentes. »*

Tout d'abord, il n'est pas question d'accepter d'entrer dans l'orbite américaine. Si dans les années 1990, les dirigeants brésiliens y œuvraient, la puissante Fédération des industriels de l'Etat de São Paolo (Fiesp) réalise en 2002 une étude analysant l'impact de l'ALCA sur l'économie brésilienne. Celle-ci confirme : un accord de libre-échange continental entraînerait *« plus de risques que d'avantages pour l'économie brésilienne ».* Lors du scrutin présidentiel de la même année, les industriels soutiennent un ancien ouvrier métallurgiste, M. Luiz Inácio Lula da Silva, qui, dès son arrivée au palais du Planalto, s'emploie à torpiller les négociations avec Washington.

Contrairement à l'Europe, en Amérique latine, la bourgeoisie industrielle est prête à s'associer avec le mouvement ouvrier pour lutter contre ce libre-échangisme ravageur.

En dehors du Brésil, l'option libre-échangiste est adoptée. Notamment avec l'Alliance pour le Pacifique inspirée par Washington, signée en juin 2012 par le Chili, le Pérou, la Colombie et le Mexique.

Les Etats-Unis comme le Soleil et le Mexique comme une planète

Le Mexique a signé un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, le fameux ALENA (Amérique latine et Amérique du Nord) ou NAFTA. Rodrigues explique : *« Les Etats-Unis sont un peu comme le Soleil, et le Mexique comme une planète qui tourne autour de l'astre central. »* Une orbite qui aura coûté à la population mexicaine 6,7 points de produit intérieur brut (PIB) en 2009. Cela est évidemment plus que dissuasif pour les autres pays !

Mais une réponse existe et elle est inspirée par le Venezuela de Chavez. Il s'agit de l'ALBA

« Il existe d'autres façons d'envisager l'intégration régionale, estime M. Rodrigues. *Dont celle que défend le MST à travers l'ALBA »* – l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique promue par le Venezuela, et que le Brésil n'a jamais rejointe. Une intégration fondée sur la solidarité plutôt que sur la concurrence et orientée vers la quête d'un «socialisme du XXIe siècle». *« Mais,* concède M. Rodrigues, *cette vision demeure très minoritaire au Brésil. En dépit des geignements d'une poignée d'illuminés d'extrême gauche qui estiment que, sans les "trahisons" du PT, le socialisme adviendrait demain, la lutte pour une transformation sociale radicale dispose ici de soutiens relativement réduits. »* La veille, les étudiants chiliens ont rassemblé près de deux cent mille personnes dans les rues de Santiago : *« La dernière fois que nous en*

avons fait autant au Brésil, c'était au moment du carnaval !»

Il est donc nécessaire pour le MST d'identifier les passerelles politiques entre son propre projet et le modèle d'intégration hégémonique dans le pays, tout en profitant des contradictions qui travaillent ce dernier. *« Elles sont nombreuses »,* sourit M. Rodrigues, avant d'énumérer les composantes d'un front hétéroclite : *« Le gouvernement et ses alliés, certains secteurs industriels, des entreprises multinationales, des hauts fonctionnaires ainsi que de larges pans de la classe ouvrière, notamment à travers les grandes centrales syndicales. »*

Néanmoins, il ne faut pas oublier que nous sommes dans un système d'économie de marché. Si ces associations d'Etats contribuent au développement et à l'indépendance du continent sud-américain, elles facilitent aussi les délocalisations, créent de la concurrence entre Etats et sont ainsi sources de tensions. Ce dont les Etats-Unis pourraient profiter pour imposer leurs propres accords de libre-échange.

L'expérience bolivarienne est encore dans les limbes. Si, en plus du Venezuela, des pays comme la Bolivie et l'Equateur ont adopté une politique volontariste sur le plan social et d'indépendance à l'égard des Etats-Unis, il reste encore beaucoup à faire.

Il lui manque une chose essentielle : une organisation politique structurée et démocratique capable de mobiliser les peuples et de pérenniser un nouveau rapport de forces. Cependant, les faits sont là : on observe dans tout le continent l'émergence d'un vaste mouvement populaire à même de faire bouger les choses.

Pierre VERHAS

LETTRE D'AMÉRIQUE

« L'Inégalité pour tous »

Inequality for All. C'est le titre du documentaire récent de Robert Reich, ministre du Travail dans le gouvernement Clinton et professeur d'économie politique à l'University of California, Berkeley. Un Américain saisit immédiatement l'allusion : *« one nation, indivisible, with liberty and justice for all »*, la fin du serment de fidélité à la République des États-Unis récitée quotidiennement dans les écoles : « une nation, indivisible, avec la liberté et la justice pour tous. »

Je ne voudrais pas que ces Lettres soient une suite ininterrompue de réquisitoires contre un pays qui est, après tout, très divers et où il y a beaucoup à admirer. Mais les chiffres sont là, accablants : les États-Unis s'apparentent de plus en plus à un pays du Tiers-Monde où il y une très petite classe de riches et de super-riches (les « 1% » dénoncés par le mouvement « Occupy Wall Street »), une masse de gens pauvres voire misérables, et une classe moyenne restreinte qui se débat pour ne pas tomber dans la précarité. On sait que l'accélération des inégalités est un phénomène mondial, mais dans un pays où la foi en l'égalité fait partie de la conscience collective [1], ça choque.

Un chiffre qui me touche personnellement : enseignant, fils, époux et beau-père d'enseignants, j'ai été désolé d'apprendre qu'aux Etats-Unis, les quarante premiers *hedge fund managers* (les gestionnaires des fonds spéculatifs) ont gagné en 2012 autant d'argent que trois cent mille professeurs du secondaire combinés, soit le tiers des enseignants du secondaire de ce pays[2]. Et ceci à un moment où l'on parle des « grasses pensions » des fonctionnaires. Les 400 individus les plus riches du pays possèdent une fortune supérieure à celle des 150 000 000 d'individus au bas de l'échelle sociale. La fortune des six propriétaires de Wal-Mart, la grande chaîne de supermarchés américains (dont les six Walton ont hérité), dépasse celle des 30% de la population en bas de l'échelle. 1% du pays possède 40% de ses richesses, alors que les 60% du bas en possèdent moins de 2%. La distribution des richesses du pays est sans précédent depuis les années vingt.

La tendance ne fait que s'accélérer, et plus rapidement aux États-Unis que dans les autres pays développés. En 1982, un PDG gagnait en moyenne 42 fois plus que ses ouvriers: trente ans plus tard, c'est 353 fois plus. L'inégalité s'est accrue avec le rebondissement de l'économie après 2008. Selon une étude de la banque centrale américaine (la *Federal Reserve*), l'avoir net médian des familles des classes moyennes a diminué de près de 40% de 2007 à 2010. Quatre-vingt-quinze pour cent de la croissance économique du pays depuis 2009 ont profité au 1% des plus riches, alors que 90% de la population sont devenus plus pauvres ; en 2012, ce même 1% a pris plus d'un cinquième du revenu total gagné par l'ensemble des Américains, un pourcentage pratiquement jamais vu depuis 1913, l'année où fut créé l'impôt sur le revenu[3].Les très riches deviennent encore plus riches : les 400 individus les plus riches du pays possédaient 93 milliards de dollars en 1982 mais ils en possèdent aujourd'hui 1,7 *trillion,* soit $ 1,5 trillion de dollars de plus que l'année dernière. Et l'année dernière, justement, 46 500 000 américains ont été officiellement recensés comme pauvres (moins de $ 23 283 annuels pour une famille de quatre) - un record - suscitant ainsi, publiquement, l'indignation

du Sénateur du Vermont, Bernie Sanders, qui cite les chiffres du Census Bureau. Plus de 20% des enfants du pays vivent dans la pauvreté - un chiffre plus élevé que dans n'importe quel autre pays industrialisé. Et ainsi de suite.

Soyons plus concret : un journaliste remarquait récemment que si tous les sans-abris de New York se trouvaient rassemblés au grand stade de baseball de la ville (Yankee Stadium), quelques milliers d'entre eux seraient obligés de rester debout[4].Mais, selon ce même journaliste, la plupart des New Yorkais (ville où le revenu moyen est assez élevé) ne le savent pas et croient qu'il y a moins de SDF maintenant puisqu'ils ne les voient pas. Il y a deux Amériques.

Des quartiers, et parfois des villes entières ressemblent à des zones dévastées par la guerre, où quantité de maisons sont abandonnées et en ruine, souvent parce que les anciens habitants, ne pouvant plus payer les traites, ont été expulsés ; la police et les pompiers sont débordés, on ne répare plus les trous dans les rues, et le commerce de la drogue est à peu près la seule affaire qui marche. Quelques exemples :

la ville de Camden, pas loin des quartiers chics de Philadelphie, qu'on a appelée *Apocalypse, New Jersey* : « pas de boulot, pas d'espoir, des caméras de vidéo-surveillance partout »[5] .

A Detroit, dans le Michigan, la ville s'est déclarée en faillite et se trouve maintenant en litige avec les fonctionnaires de la ville qui voient leurs retraites fondre d'un coup ; et dans des tas de petites villes à travers le pays, avoir un emploi dans un Mac Do à 7, 25 dollars de l'heure, le salaire minimum fixé par la loi fédérale, c'est déjà bien. C'est un salaire qui permet à peine à un individu de survivre. Cependant, dans la petite ville du Massachusetts où j'habite, les maisons sont pimpantes, les rues assez bien entretenues, les restaurants se multiplient et les affaires semblent prospères. Il y a bien deux Amériques.

Qu'en est-il de l'*American dream*, le fameux « rêve américain » d'un pays où tout le monde peut surmonter les désavantages de sa naissance pour accéder aux plus hautes places dans la société ? Regardez un peu notre Président ! (Qui se donne en exemple, justement, pour encourager les jeunes défavorisés.) Comme les chiffres le montrent, ce rêve est loin de correspondre à la réalité. Ajoutons seulement qu'une étude faite par la Federal Reserve Bank of San Francisco en mars 2013 montre que près de la moitié des Américains dont le revenu annuel figure dans la tranche des 20% des revenus les plus bas du pays ont des parents qui se trouvaient, eux aussi, dans cette même tranche. Si vous êtes né dans cette portion de la population, vous avez environ une chance sur vingt seulement de finir dans les 20% des revenus les plus hauts. Parallèlement, si vous êtes né dans le groupe des 20% de la population des revenus supérieurs, vous avez aussi une chance sur vingt de vous retrouver dans les 20% des revenus les plus bas. Évidemment, il y a et il y aura toujours des êtres d'exception qui s'élèvent dans l'échelle sociale (ou qui en descendent), mais ce sont, justement, des exceptions. Joseph Stiglitz (Prix Nobel d'Économie) l'a montré très clairement : *equal opportunity*, l'égalité des chances, cette mobilité sociale dont les États-Unis aiment à se vanter n'est qu'un mythe.[6]

De la « Guerre contre la pauvreté » à la guerre contre les pauvres

Voici cinquante ans que le Président Johnson, plus tristement connu sans doute pour « sa » guerre contre le Viet Nam, a déclaré la guerre à la pauvreté aux États-Unis. Il a réussi à faire passer un ensemble de mesures sociales qu'il a appelé *the war on poverty* : création de l'enseignement préscolaire public, une forme d'assurance maladie publique (*Medicaid*) pour les personnes âgées qui ne peuvent s'assurer dans le privé (n'oublions pas qu'à la différence de ce qui se passe en Europe, l'assurance maladie ici est privée), des aides alimentaires pour les plus démunis (*food stamps*), etc. Jusqu'à récemment, le consensus a été que ce fut un échec, pour preuve : la pauvreté est toujours là ! C'est un verdict que les progressistes américains rejettent aujourd'hui, mettant en avant les bienfaits à long terme de ces mesures ; et les sondages montrent que la majorité de la population - qui a ou qui risque d'avoir besoin aujourd'hui de ces aides publiques - soutiennent solidement ces avancées. C'est probablement ce qui explique la tentative du Président Obama de relancer l'éducation préscolaire. Certains vont jusqu'à réclamer d'autres mesures plus « radicales » : une assurance maladie publique pour tous, par exemple. (L'*Obamacare* , dénoncée comme « socialiste », est presque entièrement privé.)

Et que font les Républicains, eux qui dominent la chambre basse (*House of Representatives*) et à qui il ne manque qu'un siège pour avoir la majorité au Sénat, face à cette situation ?:

- Ils refusent de prolonger l'allocation chômage pour ceux qui sont sans travail depuis plus de six mois (et pourtant il y a trois fois plus de demandeurs d'emploi que d'emplois) ;
- ils refusent d'augmenter le salaire minimum (et pourtant il a baissé de 25% par rapport à ce qu'il était en 1968, compte tenu de l'inflation) ;
- ils refusent d'étendre *Medicaid* (voir plus haut) aux millions d'ouvriers au salaire très bas ;
- ils ont réduit le nombre de ceux qui sont éligibles pour bénéficier de *food stamps* (l'aide alimentaire) et la quantité de cette aide ;
- ils refusent d'investir dans l'éducation ou dans des *job training programs*, des programmes d'apprentissage ou d'éducation professionnelle ;
- ils refusent de réparer la vieille infrastructure du pays, qui se détériore ;
- et ils essayent par tous les moyens de détruire les syndicats et de limiter le droit de s'organiser en syndicats.

Robert Reich, qui a dressé cette liste[7], en conclut qu'elle constitue une guerre tout à fait consciente contre les pauvres et la classe ouvrière. La raison de cette guerre ? « Quand vous êtes au chômage, seul et dépourvu de tout soutien, vous prenez ce qu'on veut bien vous accorder, même si

c'est presque rien. Et vous vous tairez : vous ne vous plaindrez pas des conditions de travail insalubres, des produits chimiques toxiques qui s'échappent des tuyaux… Vous n'oserez pas adhérer à un syndicat ni jouer les trouble-fête. Cette guerre contre la classe ouvrière est conçue pour que ceux des Américains qui perdent du terrain depuis trente ans ne fassent rien pour changer la situation. » Résultat évident : l'accroissement des bénéfices pour l'Amérique du haut.

A la peur qu'évoque Reich - clairement visible en Virginie de l'Ouest, où les gens n'osent dénoncer ni les conditions dangereuses dans les mines de charbon, ni la dévastation de leur région causée par la déforestation - on peut ajouter une autre raison : l'idéologie. Chez beaucoup d'Américains, on se méfie du *Big Government* : le rôle du gouvernement dans l'économie et dans la vie de l'individu devrait être très limité, pensent-ils. C'est un article de foi aussi fortement ancré dans les esprits que la croyance largement répandue que, malgré toutes les preuves du contraire, l'égalité règne dans ce pays.

Quand même. Comment expliquer qu'un parti politique qui veut écraser la majorité des Américains puisse se faire élire par cette même majorité ? Et que sa majorité soit écrasante dans les États les plus pauvres du pays ?

Les sondages prédisent une autre victoire aux urnes pour les Républicains dans les élections législatives de novembre 2014.

I CAN'T AFFORD MY OWN POLITICIAN SO I MADE THIS SIGN

C'est une pancarte écrite à la main et brandie au cours d'une manifestation : « Je n'ai pas les moyens de me payer mon député personnel, alors j'ai fabriqué cette pancarte. » Le geste satirique serait-il compréhensible en France ? Ou exagéré, absurde, ou bien dirigé seulement contre la corruption de tel ou tel homme politique ? Ici, ça fait sourire (amèrement) car le sens nous saute aux yeux. Aux États-Unis, on a le droit de dépenser tout l'argent qu'on veut pour faire campagne. La seule limite au nombre de minutes de pub' qu'on peut acheter à la télé et à la radio, c'est le contenu de sa bourse.

En 2010, une décision de la Cour Suprême (*Citizens United*) a décrété que les grandes sociétés ont les mêmes droits que les individus : puisque la liberté de parole fait partie de ces droits et que l'argent, selon la majorité des magistrats de la Cour, est une forme de discours, *a)* imposer une limite sur la quantité de l'argent dépensé pour une campagne politique est inconstitutionnelle et *b)* toute grande société et tout groupe de citoyens (un *Political Action Committee*) qui favorisent financièrement la campagne électorale de tel ou tel candidat ne sont même pas tenus de s'identifier.

Il serait un peu trop simple de dire qu'on peut acheter une élection en Amérique, mais on peut certainement acheter la télé, et un certain nombre de multimilliardaires et de grandes sociétés anonymes (littéralement «anonymes» maintenant) ne s'en privent pas. ***MY VOTE DOESN'T COUNT, I'M NOT A CORPORATION*** (« Ma voix ne compte pas, je ne suis pas une grande société ») est un slogan que j'ai vu à New York sur une pancarte pendant les manifestations d'« Occupy Wall Street. » Bernie Sanders le dit franchement : ses collègues au Sénat lui disent souvent qu'ils ne *peuvent pas* voter pour les projets de loi qu'il propose parce qu'ils perdraient l'essentiel du financement de leurs campagnes.

Et pourtant…

Il existe une longue tradition de lutte des classes populaires aux États-Unis, et il y a aujourd'hui un « nouveau populisme, » issu de la crise financière de 2008, qui a des chances de s'amplifier et de changer vraiment les choses. Ce sera le sujet de ma prochaine Lettre.

David BALL
Northampton, Massachusetts

---

[1]Par exemple, tout le monde connaît par cœur la phrase *« all men are created equal »* (et non : « égaux en droits ») qui se trouve vers le début d'un des textes fondateurs de la République, la Declaration of Independence.

[2] Paul Krugman, le *New York Times*, 24 janvier 2014.

[3] Emmanuel Saez et Thomas Piketty, étude citée dans le *New York Times* du 10 septembre 2013.

[4] Ian Frazier, *The New Yorker* du 20 octobre 2013.

[5] Matt Taibbi, *Rolling Stone*, le 12 décembre 2013.

[6] *New York Times*, 14 février 2013. «Equal Opportunity, National Myth.»

[7] Tirée de sa courte vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=Npj2U1PdIhI.

Site de *La Révolution prolétarienne*

Vous trouverez des articles de *La R. P.*, des archives la concernant, des biographies de nombre de militants du mouvement ouvrier, des actualités syndicales… sur le site : http://revolutionproletarienne.wordpress.com Notre ami Stéphane Julien a également placé la revue sur *wikipédia* : http://fr.wikipedia.org/wiki/La_révolution_prolétarienne. La collection de la *RP*, de 1925 à 1939 est désormais complète, en libre accès sur *Gallica*, la bibliothèque numérique de la Bibliothèque Nationale de France.

D'où vient l'argent ?

Abonnements, réabonnements 1e trimestre 2014 : Alletru J.-P. (92), Bibliothèque Centre Pompidou (75), Bibliothèque d'Histoire sociale (92), Braud M. (94), Bressand J. (21), Chevalier P. (66), Demeulenaere Ph. (75), Denjoy F. (75), Djourno Edwige (78), Guyot P.-A. (34), Institut d'Histoire sociale (92), Lambart M. (91), Roubin P. (75).

Souscriptions 1e trimestre 2014 : Braud M. (94), Chevalier P. (66), Demeulenaere Ph. (75), Denjoy F. (75), Djourno Edwige (78), Guyot P.-A. (34), Lambart M. (91), Roubin P. (75).

Bonnes feuilles

Notre ami François Lonchampt doit publier un livre constitué de deux parties : l'une autobiographique qui évoque le contexte politique et social de sa jeunesse, dans les années 68 et une autre qui apporte sa réflexion sur les temps présents. Comme il est de tradition à la RP, ces « Bonnes feuilles » susciteront vraisemblablement des opinions différentes qui s'exprimeront peut-être dans le « Courrier des lecteurs ». Pour ma part, j'observerai qu'il est des transgressions négatives et des transgressions positives ; que « l'amour kleenex » est sans doute plus grave que « le mariage pour tous » et que le relativisme culturel – qu'exprimaient déjà, dans des formules célèbres, Protagoras* (L'homme est la mesure de toutes choses)*, Montaigne, dans les* Essais*) – est d'abord un fait et que, depuis le néolithique, les mouvements migratoires caractérisent notre espèce et ont fait que toutes les cultures sont en réalité métissées. **J. M.**

> *« Comme beaucoup de monde, je suis incapable de distinguer dans le détail une politique économique vraiment de gauche, d'une politique économique vraiment de droite. Mais je repère tout de suite un réac ou un progressiste quand il s'agit des droits de l'homme ou des libertés sociales. »*
>
> Enquête après des électeurs socialistes, *Libération*, 17/07/2014

Si Pierre Monatte revenait parmi nous, ou Rosa Luxembourg, ou quelque autre belle figure dont le mouvement ouvrier peut s'enorgueillir, alors que la gauche et l'extrême gauche[1] se sont faits les champions de la *libéralisation de la société*, la calamiteuse affaire du mariage « pour tous » retiendrait peut-être son attention ; où l'on voit une petite minorité activiste qui revendique à la fois l'onction des corps constitués et l'aura sulfureuse de la transgression quand ça l'arrange, prendre le gouvernement et la gauche entière en otage pour faire passer une loi emblématique du *mon cul ma gueule* qui tient lieu de philosophie à la partie avancée de la société ; une loi qui est à la mesure de la quête éperdue de reconnaissance et de normalité qui anime ces gens-là mais qui heurte le sens commun de la plupart des Français ordinaires, qualifiés en cette occasion comme en d'autres d'arriérés réactionnaires incapables de vivre avec leur temps. Puis il s'étonnera peut-être de découvrir, en lisant *Le Monde* et *Libération,* que la lutte contre toutes les discriminations, la déconstruction des genres et l'invention continuelle de nouveaux droits pour l'individu ont avantageusement remplacé le combat plus incertain et moins sexy pour la justice sociale, l'abolition du salariat et l'instauration d'une société sans classe sur lequel il avait malencontreusement joué son existence. Et que la cause des ouvriers en Occident, plutôt en perte de vitesse, n'avait plus rien à voir avec le socialisme, car on lui avait substitué les préoccupations et les intérêts des classes moyennes supérieures et les fantasmes de l'électorat du marais, celui de Madame la ministre de la Famille, en l'occurrence.

Confronté à la survivance, sous une forme complètement démonétisée, des vieux thèmes de la révolte existentielle anti-bourgeoise dont le potentiel subversif est épuisé depuis des lustres, mais troublé peut-être par l'ampleur des manifestations de la droite catholique traditionaliste, ralliée *in extremis* par des associations de musulmans (ce qui est quand même une nouveauté sur laquelle nos éditorialistes sont restés sans voix), il ne tardera pas à se rendre compte que c'est la bourgeoisie elle-même qui, partout, a pris la tête des changements et, notamment dans les mœurs, ruinant au passage toute possibilité de retour à un quelconque ordre moral ; (…) que la désobéissance s'est transformée en son contraire, que la transgression fait vendre, que « la liberté sexuelle de la majorité est en réalité une convention, une obligation, un devoir social, une anxiété sociale, une caractéristique inévitable de la qualité de la vie du consommateur[2] », qu'il n'y a pas de revendications sur ce plan que la bourgeoisie ne soit prête à satisfaire et même à imposer. Et que le fascisme de notre temps, si l'on tient à conserver le terme bien présent dans la société, dans la publicité, dans les magazines pour adolescentes, en phase avec les marchés, volontiers immoral comme son modèle archaïque, est aussi hédoniste et pragmatique, qu'il ne s'embarrasse ni de mythologie héroïque, ni du respect pour les pères, ni de religion, qu'il s'accommode volontiers des raves-party et des salles de shoot, et pourquoi pas, en fin de compte, du mariage pour tous et de la fête de la musique. (...)

(…) Sincèrement attaché à la cause de l'émancipation des femmes, ils se réjouira certainement que le machisme, le plus vulgaire au moins, ait été remis à sa place, que les plus démunies d'entre elles puissent ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de leur mari, conduire une voiture et interrompre leur grossesse dans des conditions décentes, si leur situation de détresse le justifie. Mais il s'étonnera sans doute que l'avortement, considéré comme un droit imprescriptible de toutes les femmes, même mineures, quelles que soient les circonstances, et dont l'exercice ne saurait s'accommoder d'aucune restriction ni d'aucune réflexion, soit pratiqué aujourd'hui comme un mode tout à fait ordinaire de contraception. Et je ne suis pas certain qu'il comprenne d'emblée que,

pour faire reculer les discriminations qui découlent de la différence des sexes, on doive nécessairement s'employer à effacer la différence des sexes, et combien il importe en conséquence que les petits garçons dès leur plus jeune âge apprennent à langer les poupons, et les petites filles à jouer à la guerre, sous l'œil attendri de notre ministre de la Condition féminine.

Au lieu de rechercher avec les hommes des relations plus équilibrés, plus libres ou plus aventureuses, les féministes ont travaillé assidûment à rendre inextricables et plus malheureuses les relations entre les sexes, qui de son temps n'étaient certainement pas idéales, mais qui n'étaient pas toujours sordides, et qu'on pouvait imaginer d'améliorer. Dans le même ordre, équivalant dans le domaine des idées à l'entreprise de désindustrialisation et d'atomisation de la société qui va se développer dans les années 80, il fera connaissance avec les idéologies post-modernes, la déconstruction et le relativisme culturel, pour qui les oppositions de classe ne constituent qu'une différence parmi d'autres, plutôt moins importante que d'autres, qui accordent une relativité absolue aux cultures en les isolant et en les opposant les unes aux autres et qui s'emploient à disqualifier le marxisme ainsi que toute prétention à l'universel en tant que discours de pouvoir et idéologie ethnocentriste, expression des valeurs et de l'idéologie du mâle blanc, jetant ainsi la suspicion sur toute tentative conséquente de transformation sociale, et contribuant à la perte de tout point de vue à partir duquel il soit possible de porter un jugement historique sur cette société[3]. (...)

(…) En écoutant les conversations au hasard de la rue, dans les cafés ou les transports, mais surtout grâce au téléphone portable, il pourra disposer d'un aperçu surprenant sur ce qui fait la trame des relations quotidiennes de ses compatriotes et de ses voisins, connaître leurs préoccupations et leurs soucis, découvrir quels sont leurs centres d'intérêts. Il lui apparaîtra que le langage s'est appauvri, que les claviers de la perception sont devenus plus étroits, et que les Français sont devenus un peuple fat, à la fois prétentieux et dépressif, que leur gouaille et leur esprit rebelle sont devenus de l'arrogance petite bourgeoise et de l'impolitesse, que leur amour de la liberté s'est transformés en égotisme, et leur légendaire esprit critique en persiflage et ricanement ; que la séduction toujours exercée par le capital sur nombre de ceux qu'on peut considérer objectivement comme ses victimes n'a pas vraiment diminué en proportion des désillusions et des difficultés infligées par la crise. Et que nombre de nos concitoyens seraient très satisfaits de leur sort pourvu qu'on les laissât travailler dans leur entreprise et vivre tranquillement en famille. D'autre part, que la recherche de la vérité n'est pas la passion de tout le monde, que la plupart des gens n'ont nul désir de cette autonomie, de cette responsabilité et ce cette liberté que les révolutionnaires s'obstinent à leur promettre. Que par ailleurs, tout le monde n'est pas prêt à faire des efforts pour se cultiver ; et pour le pire, qu'il existe un parti ayant décidé de s'accommoder du monde tel qu'il est, un parti dont l'inculture et l'ignorance façonnées d'en haut mais librement consenties, ne résultent certainement pas d'un manque d'accès à l'éducation ou à l'information, des brumes du moyen âge qu'il faudrait dissiper, ni de préjugés ancestraux dont on pourrait espérer lever le voile, ni de l'influence des prêtres – l'idée même fait sourire (…). Il lui apparaîtra enfin que le type humain de l'homme aliéné, qui ne demande qu'à être éclairé pour pouvoir prendre en main son destin n'existe pas, ou n'existe plus.

Arrivé à ce point, pour comprendre, il éprouvera sans doute le besoin, d'étudier quelques-uns des événements survenus en son absence. Certainement, il accordera une grande attention aux vagues contestataires et aux flambées d'insubordinations ouvrières de la fin des années 60, notamment en France et en Italie. Mais il devra constater que depuis plus de trente ans, on voit partout des émeutes, des comités, des guérillas, des foules en armes, des barricades et de nombreuses « révolutions » de toutes sortes et de toutes couleurs, que ne viennent jamais troubler la moindre référence au programme historique du socialisme et à l'émancipation du prolétariat, et sans qu'il soit nullement question de l'appropriation collective des moyens de production, de l'abolition du salariat, de la disparition de l'argent ou de l'Etat. Il sera plongé dans une grande perplexité, sans doute, en apprenant que les pays du bloc de l'Est se sont effondrés, non pour faire place à une République des conseils où à une autre forme de socialisme libertaire, mais pour que les masses enfin libérées puissent se divertir chez Disneyland et manger chez Mac Donald. Et il sera sans doute sidéré en constatant avec quelle facilité on a défait la classe ouvrière occidentale dans les années 80, et avec quelle facilité encore le capitalisme semble s'être remis de crises financières aussi graves que celles qui l'ont frappé récemment, des crises qui n'ont entraîné aucune intervention autonome des travailleurs, lesquels ne descendent dans la rue, en Europe, que pour préserver leurs emplois, c'est-à-dire pour que le capitalisme continue à leur faire une petite place ; et que les indignés de par le monde ne semblent viser plus loin qu'une moralisation du système.

Il observera avec consternation que la plupart des jeunes des milieux populaire, soumis à une bourrage de crâne médiatique qui relègue la propagande des anciens partis totalitaires au rang d'expérimentations hasardeuses, auquel ils sont d'autant plus vulnérables que leurs références de classe ont été effacées et rendues honteuses, et que les valeurs héritées de leurs pères ont été anéanties sans être remplacées par rien, ayant perdu, en conséquence, toute relation dialectique avec les générations qui les ont précédés

et ignorant presque tout de l'histoire et des combats de leur propre classe, incapables d'obéissance comme de révolte, sont persuadés d'être invités à partager sans combattre les valeurs et les jouissances des possédants ; et qu'ils ne sont même plus en état de soutenir ne serait-ce qu'un conflit de génération.

Il lui apparaîtra pourtant que l'histoire de ces cinquante dernières années a fourni bien des raisons nouvelles de se révolter, sans pour autant périmer les anciennes. Que le personnel chargé de maintenir le mur des apparences s'empêtre dans des explications hasardeuses et peu compatibles entre elles ; et de même qu'il devient difficile de prendre quelque mesure que ce soit pour enrayer « la crise » sur un point précis sans simultanément l'aggraver sur plusieurs autres, qu'il devient presque impossible de soutenir ensemble tous les mensonges qui servent de justification au désordre existant, qui peinent à se renouveler et qui s'usent, comme « la crise économique », « la perspective de sortie de la crise », ou à l'heure où j'écris ces lignes, « l'inversion de la courbe du chômage » ; qu'il devient plus facile que par le passé, en conséquence, d'en mettre à jours les mécanismes rhétoriques. Mais quand bien même les conditions que le capitalisme en crise fait supporter aux travailleurs et les risques qu'il fait courir à la planète, lesquels ne trouvent plus aucune compensation dans quelque progrès que ce soit, et l'élévation générale du niveau d'instruction et de ce qu'il est convenu d'appeler l'information devraient représenter le terreau fertile d'un ralliement aux conceptions qui sont les siennes, ils devra malheureusement constater que l'idée même d'une société sans classe suscite toujours l'indifférence ou l'incrédulité, et que les partis qui s'en réclament sont exsangues.

Alors, peut-être se tournera-il vers les courants qui se réclament du mouvement ouvrier, de près ou de loin, pour y trouver quelques réponses à ses questions (…) Malheureusement, il pourra constater chez les révolutionnaires que l'intolérance a toute opposition, voire à toute divergence, et le superbe dédain avec lequel on traite, aujourd'hui comme hier, des objections formulées parfois à juste titre par rapport à leurs projets, qu'il a bien connus en son temps, sont désormais mâtinés d'un surprenante absence de conviction, ou de courage pour les défendre – Jaurès passerait aujourd'hui pour un extrémiste comparé à Besancenot – et considérablement aggravés par l'incapacité de la plupart des héritier de Marx et de Bakounine à aborder autrement que d'une manière conventionnelle et figée les sujets qui constituent des préoccupations importantes pour leurs voisins et peut-être pour leurs amis, comme l'amour, la famille, l'éducation, les rapports entre les sexes, la coexistence des cultures, la religion. Car il est bien entendu à l'extrême gauche que les travailleurs n'ont pour seules préoccupations que la courbe du chômage et le niveau de leurs salaires (…) En conséquence, il sera forcé de reconnaître, comme Claude Orsoni en 1984, que « les révolutionnaires n'ont pas encore relevé le défi, le plus souvent muet, que leur lancent non pas les maîtres ou les exploiteurs, mais les opprimés et les exploités, par l'aversion que ceux-ci nourrissent très généralement envers leurs projets », un sentiment dont les théories commodes de l'aliénation ou de la servitude volontaire peinent à rendre compte. Et il pourra constater que l'extrême gauche, sensible aux arguments de la pensée post-moderne ou post soixante-huitarde pour qui tout projet un tant soit peu précis de transformation sociale est soit l'amorce d'un totalitarisme, soit un attentat injustifiable à la spontanéité créatrice des masses, et alors même que la peur de l'inconnu constitue certainement un des plus puissants facteurs du maintien de l'ordre, ne s'est jamais soucié de circonscrire clairement le champ des transformations qu'elle appelle de ses vœux, comme si les modèles assez vagues du XIXe siècle pouvaient encore faire l'affaire aujourd'hui. Ce qui contribue à disqualifier ce parti en ce qui concerne ses prétentions à mener un grand mouvement de transformation sociale, et jette même un sérieux doute, au passage, sur son intention véritable de passer un jour à la pratique. Et il ne s'étonnera nullement, dans une société toujours plus complexe où l'actualité présente tous les jours des exemples effrayants de la barbarie qui risque de s'installer quand les institutions se délitent, et où le projet révolutionnaire ne peut plus s'appuyer sur les modes de sociabilité populaires qui lui conféraient un caractère d'évidence (ces modes de vie ayant été détruits), que les masses, aujourd'hui encore moins qu'hier, ne soient en rien tentées de s'engager aux côtés d'individus suspects, à juste titre, d'entretenir une myopie congénitale sur la nature de l'homme, qui se sont identifiés sans réserve au parti du changement, sans préoccupation qualitative quand la nature de ce changement, depuis que le capitalisme par son développement et ses contradictions, est considéré comme devant inéluctablement engendrer la révolution, et qui envisagent assez légèrement de plonger la société dans une guerre civile sans qu'on sache très bien où ils veulent en venir concrètement. Et que nombre d'entre eux, pour faire bonne mesure, identifient toujours l'émancipation du genre humain à la suppression des interdits, au mépris du bon sens et des règles les plus élémentaires de la psychologie individuelle.

---

[1] A l'exception notable du groupe Lutte Ouvrière et des lambertistes.

[2] *Ecrits corsaires*, Pier Paolo Pasolini.

[3] *Cf.* l'excellente analyse de Loren Goldner, in « Multi-culturalisme ou culture mondiale », 1991, sur le site Break Their Haughty Power, et dont ce paragraphe est décalqué. http://home.earthlink.net~Irgoldner/multiculturalisme.html

Le « Maitron des anarchistes »

Cinq-cents itinéraires pour témoigner d'un siècle et demi d'engagement libertaire

Présentation par Hugues Lenoir, Claude Pennetier

Enfin un dictionnaire des militants libertaires ! Ce fut un long chantier, entamé en 2006, et que nous pensions pouvoir mener à bien en quelques d'années pour aboutir à une publication en 2009. Mais, de fait, le travail était bien plus considérable que nous ne l'avions imaginé, et notre ambition fut de plus en plus grande. Nous en voyons la fin au terme de l'année 2013 avec 500 biographies de militantes et militants et plus de 3 200 dans la base informatique ***Dictionnaire des anarchistes*** accueillie par le site internet Maitron-en-ligne[1].

À l'origine de ce projet, pensé par Hugues Lenoir (Radio libertaire) et Claude Pennetier (directeur du ***Maitron***) une coopération exemplaire de plus de vingt ans entre les *Chroniques syndicales* de Radio Libertaire d'une part, les Éditions de l'Atelier et des historiens sociaux du « Maitron » d'autre part. De cette *Coopération des Idées*, chère à Georges Deherme, sont nées de nombreuses émissions en direct sur l'histoire et les acteurs du mouvement ouvrier et des militants anarchistes en particulier. Au fil des années, se sont construites une reconnaissance, une confiance mutuelle et une réelle amitié militante entre ces historiens et l'équipe des *Chroniques syndicales* qui aboutissent aujourd'hui à cette réalisation commune. Au cours du temps, s'y sont ajoutés, pour faire ce dictionnaire, d'autres rédacteurs, dont Marianne Enckell, animatrice du CIRA (Centre international de recherches sur l'anarchisme) de Lausanne, Guillaume Davranche, du mensuel *Alternative libertaire,* chercheur indépendant, Anthony Lorry, du CEDIAS-Musée social, Rolf Dupuy, ancien proche collaborateur de René Bianco, Anne Steiner sans qui les « individualistes » seraient bien seuls, et Dominique Petit. Ajoutons Daniel Vidal pour le Gard, Françoise Fontanelli Morel pour Marseille et les militants italiens en France, Laurent Gallet pour la région lyonnaise, Véronique Fau-Vincenti et une quarantaine d'autres chercheurs et militants.

Ce dictionnaire biographique du mouvement libertaire a été piloté par une équipe mixte, composée de militants et d'historiens qui ont assuré la coordination du projet, la collecte, le choix et la relecture des biographies. Les notices des militants les plus connus ont pris pour base celles du *Maitron*, mais ont été relues, retravaillées et mises à jour, parfois elles ont été confiées à un nouvel auteur. Beaucoup d'autres sont totalement nouvelles, notamment celles hors de l'Hexagone et celles des militants des périodes les plus récentes. Pour les militants ayant changé d'engagement, voire renié leurs options libertaires, le choix a été fait de ne conserver dans le présent ouvrage que la tranche de vie où ils furent des « compagnons » avec pour la suite de leur parcours un renvoi sur le Maitron général~ : Léon Jouhaux par exemple, ou Benoît Frachon.

Les recherches ont été effectuées localement et centralement, par des militants libertaires volontaires et par des correspondants du *Maitron*. Elles ont été le fruit d'une coopération réelle entre les différents acteurs afin de réaliser une œuvre commune respectant les règles d'écriture en vigueur pour les autres tomes du *Maitron*, à savoir : consultation des archives départementales ou nationales, relecture de quelques ouvrages et mémoires universitaires, croisement et approfondissement des sources, respect du format.

L'ouvrage papier terminé contient 500 biographies de militant-e-s du mouvement libertaire francophone. En effet, l'équipe des rédacteurs a souhaité dépasser les frontières et prendre en compte la circulation des textes, des idées et de militant-e-s dans les territoires de langue française. Nous avons donc intégré à ce dictionnaire des militants des zones francophones de Belgique, de Suisse, du Québec et quelques militants ayant quitté l'Europe pour les États-Unis, militants bien connus grâce aux travaux de Michel Cordillot[2]. De plus, quelques biographies de « non francophones » d'origine mais ayant milité de manière significative en France ou en Suisse ont été incluses. Au-delà de ces 500 notices papiers, plusieurs milliers d'autres, avec d'éventuels éléments iconographiques, sont consultables sur le site Maitron-en-ligne. Sont aussi présentes des biographies, encore partielles (car leur action est en cours), de militants vivants dont l'activité sociale a été considérée comme durable puisque entamée avant 1981 dans le mouvement libertaire.

---

[1] http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?mot28.

[2] Michel Cordillot, *La Sociale en Amérique. Dictionnaire biographique du mouvement social francophone aux États-Unis, 1848-1922*. Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2002.

La suite de l'article sera publiée dans la prochaine RP. Nos amis expliqueront pourquoi ils ont voulu éditer un Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone, comment celui-ci s'inscrit dans une volonté de renouveau de l'historiographie, rappelant l'action des individualistes du début, puis l'action des compagnons de la Première Internationale et de la Commune de Paris à nos jours, y compris les militants partisans d'une sexualité libérée des tabous bourgeois et de la maternité consciente, ainsi que ceux qui ont lutté pour la décolonisation, notamment au moment de la guerre d'Algérie.

La Rédaction